

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

B. MILPAS/MSF

## Moyen-Orient : le plan Trump pour une paix des cimetières

- Crise politique et guerre sociale
- ISF, taxe Zucman
- 1925, la grève des marins britanniques
- Impénétrable Chine (3)
- Kautsky, *L'origine du christianisme*

## Au sommaire de ce numéro

Moyen-Orient: le plan Trump pour une paix des cimetières	1
Derrière la crise politique, les attaques contre les travailleurs	6
ISF, taxe Zucman: la lutte contre le grand capital et ses faux-semblants	10
Août-novembre 1925: il y a cent ans, la grève oubliée des marins britanniques	15
Les voies de la Chine sont impénétrables (3) La période de Mao Zedong	21
Karl Kautsky, <i>L'origine du christianisme</i>	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087

BIC PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Moyen-Orient: le plan Trump pour une paix des cimetières

**Après la signature lundi 13 octobre, à Charm el-Cheikh en Égypte, d'un accord entre le gouvernement israélien et le Hamas, sous le patronage américain, un cessez-le-feu est entré en vigueur.**

Trump a présenté l'accord comme le début d'une « *paix éternelle* » au Moyen-Orient, « *pour la première fois depuis 3 000 ans* ». Mais à l'étape actuelle, il ne s'agit que d'une trêve dont rien ne garantit qu'elle soit moins fragile que les deux précédentes. La première, fin novembre 2023, avait duré une semaine et avait permis l'échange de 81 otages israéliens contre 240 prisonniers palestiniens. La deuxième, du 19 janvier au 2 mars 2025, avait permis la libération de 30 otages israéliens et devait constituer la première phase d'un processus de négociation. Mais le gouvernement israélien y avait mis fin brutalement, reprenant les bombardements, relançant une offensive terrestre de grande ampleur et procédant pendant plusieurs semaines à un blocus total de l'enclave de Gaza afin de réduire sa population à la famine.

Loin de garantir une paix éternelle, rien ne dit que la trêve actuelle ne débouche pas, comme les deux précédentes, sur une reprise de la guerre.

### VERS LA MISE EN PLACE D'UN PROTECTORAT AMÉRICAIN ?

Pour obtenir cet accord, Trump a tordu le bras à Netanyahu, le contraignant à accepter à la Maison Blanche,

devant les caméras des télévisions du monde entier, ce qu'il avait refusé la veille à la tribune de l'ONU. Pour s'assurer qu'aucun revirement n'aurait lieu, Trump a envoyé son secrétaire d'État et son gendre participer à la réunion du gouvernement israélien convoquée pour discuter de la signature du texte négocié en Égypte. Preuve, s'il en était besoin, que Netanyahu a eu besoin de l'aval de son protecteur américain pour se livrer au massacre des habitants de Gaza pendant deux ans.

Sur le fond, le plan de Trump est dans la continuité de ceux qui ont été négociés depuis deux ans. Ainsi Antony Blinken, l'ancien chef de la diplomatie américaine sous Joe Biden, a déclaré, le 2 octobre : « *Il s'agit essentiellement du plan que nous avons élaboré au cours de nombreux mois et que nous avons plus ou moins laissé dans un tiroir pour la nouvelle administration.* »

Le plan actuel prévoit que le territoire de Gaza serait administré par un comité palestinien apolitique, qui reste à préciser et à mettre en place, chapeauté par un conseil de la paix présidé par Trump lui-même et au sein duquel pourrait figurer l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. Des États arabes, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar, seraient invités à s'impliquer dans l'administration de Gaza et,



**Joe Biden avec Benjamin Netanyahu à Tel Aviv, le 18 octobre 2023.**

en particulier, dans le financement de sa reconstruction.

Le contrôle de l'enclave palestinienne serait assuré par une force internationale, sans qu'on sache qui la constituerait et sans qu'aucun calendrier ait été défini. L'envoi de 200 soldats américains dans la région a été annoncé, mais Trump a assuré qu'aucun d'entre eux ne mettrait les pieds à Gaza. En attendant le déploiement de cette force encore dans les limbes, l'armée israélienne continuerait d'occuper plus de la moitié de l'enclave palestinienne. Ce plan revient en fait à y établir un protectorat dirigé par les États-Unis, coadministré par Israël et les États arabes, et dans lequel les Palestiniens n'auraient pas leur mot à dire.

## UN CONFLIT CRÉÉ PAR LES GRANDES PUISSANCES COLONIALES

Tout se passe comme si les dirigeants du monde impérialiste ne trouvaient pas d'autre solution que de revenir, sous une forme à peine différente, à la politique coloniale menée à l'issue de la Première Guerre mondiale, quand le Royaume-Uni et la France s'étaient partagé le contrôle des États issus du dépeçage de l'Empire ottoman. Mais pour donner une apparence présentable à leur politique de brigandage, ils s'étaient fait attribuer des mandats sur ces nouveaux États par la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, assortis de la mission de les conduire à l'indépendance quand les conditions seraient réunies. D'ici là, ces mandats leur donnaient le droit d'y établir leur administration et d'y déployer des troupes. Pour asseoir leur domination, les puissances mandataires ont attisé les affrontements entre les populations, quand ils ne les créaient pas. En Palestine, dans le prolongement de la politique engagée pendant la guerre mondiale, les autorités britanniques ont favorisé le renforcement des organisations sionistes, qui revendiquaient la création d'un État juif. Mettant en avant le mot d'ordre : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », le mouvement sioniste se présentait

ouvertement comme porteur d'un projet colonial se fixant l'objectif d'évincer les populations locales et il ne pouvait que susciter leur opposition. C'était bien le calcul de l'administration britannique qui pouvait se poser en arbitre d'un conflit qu'elle avait contribué à faire naître et justifier ainsi le maintien de sa tutelle sur les populations juives et arabes.

Affaibli par la Deuxième Guerre mondiale, le Royaume-Uni a dû se résoudre à évacuer son administration et ses troupes. Mais sa politique de « diviser pour mieux régner » a donné naissance, dans cette région du monde comme dans bien d'autres parties de son empire colonial, à un conflit qui continue de produire ses effets dévastateurs.

## L'ÉTAT ISRAËLIEN, GENDARME DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis, nouvelle puissance dominante dans la région, ont poursuivi à leur tour la politique consistant à alimenter les divisions entre les peuples. Ils ont notamment choisi d'appuyer l'État d'Israël contre les États arabes, dont certains dirigeants cherchaient à s'affranchir de la tutelle des grandes puissances occidentales, se tournèrent alors vers l'Union soviétique. Cette

politique permettait aussi à ces dirigeants arabes de trouver un soutien dans une population au sein de laquelle, dans cette période, les idées anti-impérialistes rencontraient un fort écho. Arrivé à la tête de l'Égypte en 1952 à la suite d'un coup d'État, Nasser devint pendant plusieurs années la principale figure de ce nationalisme arabe qui prétendait mettre fin à la domination héritée de l'époque coloniale. En attaquant l'Égypte en juin 1967, lors de la guerre des Six-Jours, Israël se faisait le bras armé de l'impérialisme. Le conflit israélo-arabe servait donc les intérêts des États-Unis, qui n'avaient ainsi aucune raison de chercher à y mettre fin. Avec Israël, ils disposaient d'un allié d'autant plus fiable que celui-ci avait, face à ses voisins, un besoin vital de la protection américaine, de son aide militaire et financière.

Mais, pour faire prévaloir leurs intérêts, les États-Unis ont aussi besoin de s'appuyer sur d'autres États, capables de jouer eux aussi le rôle de gendarmes de la région. Cela a été le cas pendant longtemps de l'Iran du chah. Les monarchies pétrolières, en particulier l'Arabie saoudite, comptent depuis leur naissance parmi leurs alliés fidèles. Après la mort de Nasser en 1970, son successeur, Anouar el-Sadate, a ramené l'Égypte dans l'orbite des États-Unis. Aujourd'hui, ce pays est le deuxième bénéficiaire de l'aide américaine, après Israël. Pour disposer d'alliés dans le monde arabe, les États-Unis doivent préserver une image d'arbitre cherchant à trouver une solution au conflit israélo-palestinien, capable de tancer un peu les gouvernements israéliens quand ils vont trop loin, mais sans jamais aller jusqu'à les contraindre à modifier fondamentalement leur politique vis-à-vis des Palestiniens.

## LA SOLUTION À DEUX ÉTATS

Depuis cinquante ans, chaque locataire de la Maison Blanche a prétendu avoir son plan de paix pour le Moyen-Orient et s'est déclaré à un moment ou un autre



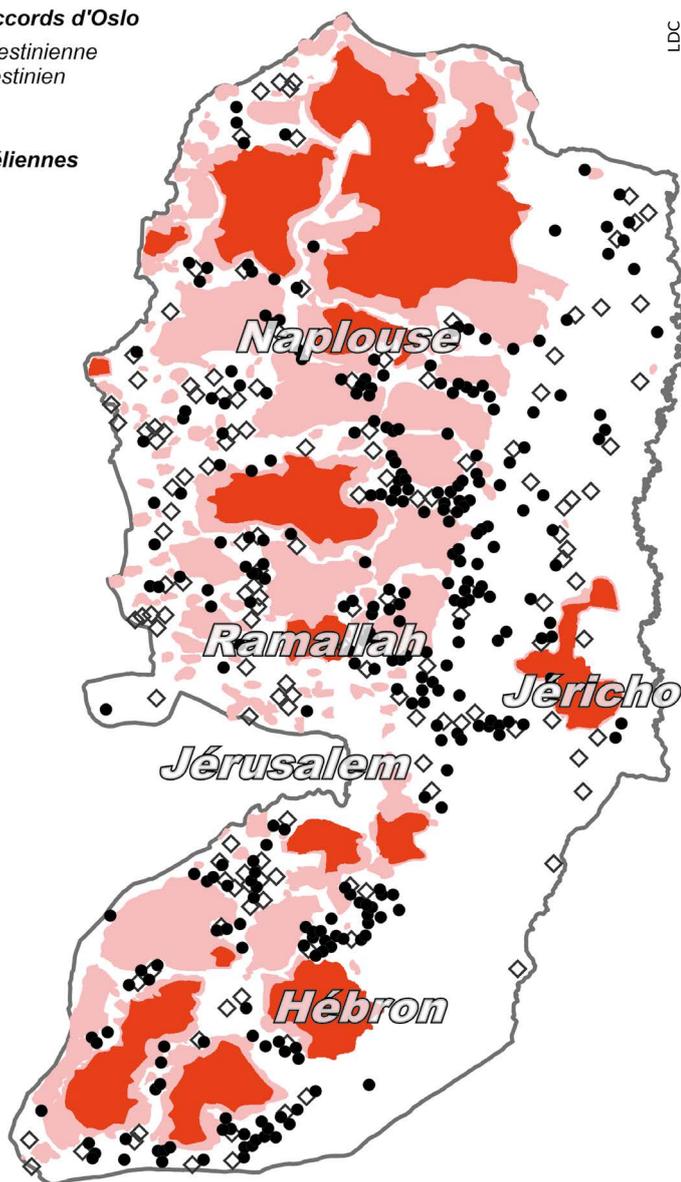
Rafle de Palestiniens par des soldats britanniques à Jérusalem en 1938.

## Zonage des accords d'Oslo

- Autorité palestinienne
- israélo-palestinien
- israélien

## Colonies israéliennes

- ◇ légales
- sauvages



La colonisation de la Cisjordanie. Sources : Peace Now, OCHA (ONU).

en faveur d'une « solution à deux États », promettant ainsi la création d'un État palestinien, prévu d'ailleurs dans le plan de l'ONU de 1947. Les accords d'Oslo, en 1993, signés entre le Premier ministre israélien, Rabin, et le dirigeant de l'OLP, Arafat, à Washington, en présence du président américain Clinton, ont été le plus loin dans ce sens. Une administration palestinienne, l'Autorité palestinienne, a été mise en place avec le droit de gérer le territoire de Gaza et une partie de la Cisjordanie. Mais à aucun moment les dirigeants israéliens n'ont véritablement envisagé d'aller jusqu'à reconnaître un État palestinien à part entière. L'Autorité palestinienne devait, à leurs yeux, se cantonner à jouer le rôle d'auxiliaire de

police capable de faire accepter à sa population la perpétuation de l'occupation israélienne.

À aucun moment les États-Unis n'ont envisagé de contraindre l'État israélien à reconnaître un État palestinien, à aucun moment ils n'ont fait quoi que ce soit pour empêcher le développement de la colonisation en Cisjordanie, qui constitue une annexion rampante de ce territoire.

À sa façon plus fantasque que celle de ses prédécesseurs, Trump a finalement adopté la même attitude. Après avoir repris à son compte le programme de l'extrême droite israélienne en proposant la création d'une Riviera à Gaza et la déportation de ses habitants, il se déclare aujourd'hui opposé à l'annexion des territoires palestiniens, et a

même évoqué à son tour la création d'un État palestinien, envisagée certes très timidement et comme une perspective très lointaine.

## QUEL AVENIR POUR GAZA ?

À court terme, si la guerre ne reprend pas, il est donc prévu qu'une nouvelle administration palestinienne se mette en place, excluant officiellement le Hamas. L'intégration de représentants de l'Autorité palestinienne lui apporterait une caution politique. La présence de son président, Mahmoud Abbas, lors de la signature de l'accord en Égypte, montre que celui-ci est disposé à prêter son concours à cette opération. Les États arabes, appelés à superviser et à financer cette administration, se verraient ainsi remis en selle face à un État israélien incité par son protecteur américain à modérer ses ambitions régionales.

Trump pourrait ainsi tenter de relancer le « processus de normalisation » inauguré par les accords d'Abraham, signés lors de son premier mandat, en septembre 2020, entre Israël, Bahreïn et les Émirats arabes unis. Par ce processus, ces États s'engageaient ouvertement dans la voie d'une coopération, notamment économique, avec Israël, reléguant ainsi officiellement la question palestinienne à l'arrière-plan. Dans les mois qui avaient suivi, le Soudan et le Maroc avaient à leur tour « normalisé » leurs relations avec Israël et l'Arabie saoudite s'appretait à le faire quand survint le 7 octobre. Ce rapprochement a été interrompu par la guerre à Gaza.

Les dirigeants des États arabes peuvent donc trouver un intérêt à l'application du plan Trump. En étant intégrée à la nouvelle administration de Gaza, une minorité de Palestiniens peut y gagner le droit d'accéder à des privilèges, certes réduits, à la mesure de ce que peuvent espérer les couches dirigeantes des pays pauvres.

Le Hamas lui-même peut trouver une place dans cette future administration. Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu,

TRUMP WHITE HOUSE



Signature des accords d'Abraham, à Washington, le 15 septembre 2020.

le 13 octobre, les miliciens du Hamas sont ressortis de leurs souterrains – on estime qu'il a pu déployer 7 000 hommes armés – et ont entrepris de reprendre le contrôle de Gaza, exécutant des Palestiniens, désignés comme des membres de gangs ayant collaboré avec Israël. Mais le Hamas a aussi tenu à démontrer à l'ensemble des habitants et aux éventuels opposants qu'il restait le maître de Gaza. Trump a apporté son soutien à cette reprise en main brutale : « *Ils veulent résoudre les problèmes, a-t-il répondu à un journaliste, ils l'ont dit ouvertement et ils ont notre accord pour une période.* » Par la suite, le président américain a modéré son propos, déclarant que le Hamas devait cesser de tuer des gens. Sous-traiter l'encadrement de la population gazouie au Hamas, Israël et les États-Unis l'ont fait entre 2007 et 2023. Ils pourraient donc continuer à le faire, à la condition que cela n'apparaisse pas trop ouvertement. De son côté, l'organisation islamiste y est tout aussi disposée.

Le Hamas n'a pas été éradiqué, contrairement à ce que proclame Netanyahu, et il pourra peut-être conserver son rôle de gardien de prison des Palestiniens de Gaza que lui ont reconnu les dirigeants israéliens entre 2007 et 2023. Mais la population palestinienne a payé cette politique par deux années d'une guerre dévastatrice dont les conséquences continueront de se faire sentir dans les années à venir, même si la guerre ne reprend pas.

Depuis octobre 2023, le

territoire de Gaza a été totalement ravagé. Plus de 67 000 Palestiniens ont trouvé la mort, des centaines de milliers ont été blessés. Plus de 90 % des logements ont été endommagés ou totalement détruits. Les hôpitaux, écoles, universités et toutes les infrastructures les plus indispensables – les centrales thermiques, les stations d'épuration d'eau – ont été détruits, systématiquement ciblés par les bombardements. Bien que la bande de Gaza ait été fortement dépendante des importations avant le début de la guerre, une grande partie de sa subsistance provenait de l'agriculture et de la production alimentaire à l'intérieur du territoire. Dans le nord et le centre de Gaza, où se pratiquait l'essentiel de l'agriculture, de vastes étendues de terre sont dévastées.

RAMADAN ABED / REUTERS



Démonstration du Hamas lors de l'échange de prisonniers à Khan Younés, le 13 octobre.

## LA POPULATION ISRAËLIENNE SOUS LA MENACE DE L'EXTRÊME DROITE

La population israélienne, elle aussi, a payé chèrement ces deux années de guerre, la plus longue qu'ait connue ce pays. Toute la vie sociale a été bouleversée par la mobilisation des réservistes, qui ont parfois été rappelés plusieurs fois dans l'année. Plusieurs centaines d'Israéliens ont trouvé la mort : en janvier, l'armée de Terre a estimé avoir eu 900 tués et 6 000 blessés. Beaucoup de ceux qui ont été envoyés à Gaza en sont revenus traumatisés par ce qu'ils avaient vu, et parfois aussi par ce qu'ils avaient fait, car la barbarie d'une guerre marque d'une façon ou d'une autre tous ceux qui y prennent part.

La grande majorité de ceux qui ont manifesté ces derniers mois pour l'arrêt de la guerre désignaient Netanyahu comme responsable de la politique de surenchère guerrière menée depuis deux ans. S'il l'est éminemment, Netanyahu subissait lui-même la pression de l'extrême droite qui imposait ses exigences. Aux élections de novembre 2022, les partis ultranationalistes ont obtenu 10 % des voix. Netanyahu a besoin de leurs députés pour disposer d'une majorité à la Knesset et se maintenir au pouvoir. Plusieurs d'entre eux siègent dans son gouvernement, occupant notamment le ministère des Finances et celui de la Sécurité publique, ce qui leur permet de renforcer leur audience, leur influence dans la police et d'accélérer fortement la colonisation.

Cette extrême droite a été nourrie par la politique des gouvernements israéliens depuis 1948 qui a créé un état de guerre permanent contre les États arabes et les Palestiniens. Une telle politique ne pouvait que renforcer le racisme et les courants ultranationalistes au sein de la population israélienne. Mais c'est surtout la politique de colonisation menée dans les territoires occupés après la guerre de 1967, dans la partie orientale de Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza, qui a joué un rôle décisif



**Des colons israéliens attaquent le village de Turmus Ayya en Cisjordanie, le 26 juin.**

dans cette évolution. Tous les gouvernements israéliens l'ont tolérée, y compris celui de Rabin, quand ils ne l'ont pas encouragée ouvertement. Ces colonies, où vivent aujourd'hui plus de 600 000 personnes, ont donné une base militante et nombreuse aux mouvements partisans de l'annexion des territoires occupés et de l'expulsion des Palestiniens. Les colons s'attaquent aux Palestiniens pour leur voler leurs terres en Cisjordanie, mais ils manifestent aussi en Israël même, où ils se livrent à des expéditions contre les Arabes qui y vivent, cherchant à rendre impossible toute cohabitation. L'extrême droite a acquis un poids croissant dans l'armée israélienne. D'après un journaliste de *Haaretz*, près de 30 % des conscrits recrutés dans les unités de combat appartiennent au sionisme religieux, 13 % des commandants de compagnies sont des colons religieux.

Cette extrême droite menace de plus en plus de s'en prendre à tous ceux qui s'opposent à elle,

désignés comme des ennemis de l'intérieur, et d'imposer un régime de plus en plus autoritaire, ouvertement ségrégationniste à l'égard des Palestiniens, y compris les Arabes israéliens, qui représentent 20 % de la population israélienne. Une telle évolution est le produit de la politique d'oppression menée contre les Palestiniens – tant il est vrai qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre – et elle ne peut que conduire à de nouvelles guerres toujours plus longues et meurtrières.

### POUR UNE FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT

Le plan Trump n'apportera aucune paix durable car il ne représente qu'un nouvel épisode dans la longue série des interventions des grandes puissances qui ont créé et alimenté le conflit israélo-arabe. Aucune solution ne pourra être trouvée dans le

cadre du système impérialiste qui, partout dans le monde, dresse les peuples les uns contre les autres pour pouvoir tous les dominer. La seule issue pour les populations de la région, israélienne et arabe, ne pourra venir que d'une lutte commune pour abattre les différents régimes qui les oppriment. La classe ouvrière est la seule à n'avoir aucun intérêt au maintien des frontières actuelles car elle n'a aucun privilège, ni social ni national, à défendre.

En luttant pour en finir avec l'exploitation et toutes les formes d'oppression, elle est la seule à pouvoir offrir un autre avenir. Elle est la seule à pouvoir bâtir une organisation économique dont l'objectif serait de satisfaire les besoins du plus grand nombre et de mettre fin à la pauvreté et au sous-développement dans lequel le capitalisme maintient les populations de la grande majorité du monde. Les peuples de la région ne pourront coexister pacifiquement que dans le cadre d'une fédération, reconnaissant à tous des droits égaux, sans oppression, sans exploitation, c'est-à-dire une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient.

Pour qu'une telle perspective puisse devenir un objectif de combat pour des millions d'exploités, il faudra qu'existent des partis et une Internationale se réclamant du communisme révolutionnaire. Contribuer à les construire est bien la tâche prioritaire aujourd'hui.

20 octobre 2025



**«Les Juifs et les Arabes ne veulent pas être ennemis», proclament ces soignants de l'hôpital de Haïfa, le 17 mai 2021. 30 % d'entre eux sont arabes.**



## Derrière la crise politique, les attaques contre les travailleurs

**Le 16 octobre, après un mois d'une crise politique ponctuée par la démission de son premier gouvernement, quelques heures après sa nomination, le retournement de veste du chef du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, les coups de pied de l'âne entre macronistes, les marchandages avec les partis de gauche, Sébastien Lecornu a évité la censure grâce au soutien des députés PS. Le spectacle donné par les chefs de parti étalant leur carriérisme et leurs petits calculs illustre la faillite de la classe politique et l'impasse d'un système qui n'a rien à proposer aux travailleurs sinon toujours plus d'exploitation, d'inégalités et de guerres.**

En prononçant les mots magiques « *Je proposerai au Parlement la suspension de la réforme des retraites* », Lecornu a donné aux députés PS le gage qu'ils réclamaient pour ne pas censurer son gouvernement et lui permettre de soumettre à l'examen de l'Assemblée nationale un budget de combat contre les classes populaires. Il faut toute la crapulerie des socialistes et des dirigeants syndicaux pour présenter cette suspension comme « *une victoire du mouvement social* » (Olivier Faure, PS) ou « *une grande victoire pour les travailleuses et les travailleurs* »

(Marylise Léon, CFDT). Car, tant sur le fond que sur la forme, tout est une arnaque dans cette annonce de suspension.

Suspendre n'est pas abroger. Ce qu'a proposé Lecornu, c'est que cette loi, contre laquelle se sont mobilisés des millions de travailleurs en 2023 avant qu'elle soit adoptée en force par Elisabeth Borne, soit suspendue « *jusqu'à l'élection présidentielle* » et concrètement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2028. Si cette proposition est adoptée, ce qui n'est pas acquis, les travailleurs nés en 1964 pourront partir à la retraite à 62 ans et neuf mois s'ils comptent

170 trimestres de cotisations, gagnant trois mois de retraite et un trimestre de cotisation. Sans nouvelle loi, la réforme Macron-Borne s'appliquera, les reculs étant simplement décalés de quelques mois. Pour proposer une nouvelle réforme des retraites, Lecornu s'en remet au prochain président de la République et à la majorité dont il disposera. Il promet une nouvelle série de conférences entre syndicats et patronat, dans le style du conclave de Bayrou, pour accoucher d'une nouvelle proposition pour les retraites. Ces discussions seront l'occasion de mettre à l'ordre du jour l'introduction de la retraite par capitalisation, vantée par le patronat, ou la retraite à points, que Macron avait déjà tenté de faire passer lors de son premier mandat. Lecornu exige par ailleurs que de nouvelles recettes soient trouvées pour financer cette suspension ainsi que toute nouvelle mouture de la réforme des retraites. Comment les patrons, qui crient à l'assassinat dès qu'est émise l'hypothèse d'une petite taxe supplémentaire sur leurs profits, accepteraient-ils de financer le maintien de la retraite à 62 ans sans trimestres cotisés supplémentaires ? Poser la question, c'est y répondre.



**En 2023, la sixième journée de manifestations contre la réforme des retraites, le 7 mars.**

## UN BUDGET DE COMBAT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Une appréciation de cette « grande victoire pour les travailleurs » a été donnée par la Bourse et les marchés financiers. Dès que le gouvernement Lecornu a échappé à la censure, les taux d'intérêt auxquels la France emprunte pour financer sa dette, qui n'avait cessé d'augmenter depuis la démission de Bayrou, sont redescendus en dessous de ceux accordés à l'Italie, tandis que l'indice du CAC 40 augmentait de 3 % en une journée. La bourgeoisie ne s'inquiète visiblement pas de la suspension de la réforme des retraites et salue le lancement de la discussion sur le budget. En même temps, elle maintient la pression afin que gouvernement et députés ne faiblissent pas pour serrer la ceinture de la population.

Elle a été entendue avant même de s'exprimer. En effet, le budget présenté par Lecornu est peu ou prou celui préparé par Bayrou avec quelque 40 milliards d'économies sur les dos des classes populaires. Si la très provocatrice suppression de deux jours fériés a été abandonnée, la plupart des mesures d'austérité sont maintenues. *L'Humanité* du 17 octobre titrait : « Le budget Bayrou... en pire », avant d'égrener la liste des mesures d'austérité : gel des retraites déjà grevées par l'inflation, fin de l'abattement de 10 % sur les revenus des retraités, gel du barème des impôts, qui va mécaniquement augmenter les impôts payés par la fraction de la population qui en paie, gel des prestations sociales (APL, RSA, AAH...), suppressions de postes dans la fonction publique. De leur côté, les collectivités locales perdront encore quelque 5 milliards d'euros sur leurs budgets, avec toutes les conséquences pour la rénovation urbaine, le financement des associations, des activités périscolaires, du sport populaire... Quant au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (le PLFSS), il contient une multitude d'attaques contre les assurés sociaux : le doublement des franchises médicales,



LE POPULAIRE DU CENTRE

Une mairie dans la Haute-Vienne, qui doit aussi accueillir le bureau de poste.

le déremboursement de soins ou de médicaments, la fiscalisation des indemnités versées aux malades atteints d'une affection de longue durée, une réduction des dépenses de santé qui grèvera le budget des hôpitaux.

Ce budget va être discuté à l'Assemblée et au Sénat pendant plus de deux mois. Nul doute que ces débats vont donner lieu à de nouveaux épisodes du théâtre parlementaire, à des postures de chacun des groupes, qu'ils aient voté la censure, comme le RN, LFI, le PCF et les écologistes, ou qu'ils aient voulu éviter coûte que coûte la dissolution, comme tous les autres. Tous vont se contorsionner pour tenter de prouver qu'ils sont les seuls à défendre les intérêts de la population, alors qu'ils ne sont mus que par leurs petits calculs pour se faire réélire, voire pour accéder

au gouvernement. Selon l'électorat qu'ils visent, les uns vont réclamer une petite taxe symbolique sur les plus hauts revenus, les autres vont refuser tout impôt pour les entreprises.

Si Lecornu a promis de renoncer à l'usage de l'article 49-3, la Constitution lui offre bien d'autres ressources pour faire passer son budget en force, y compris le recours à des ordonnances. Cela n'exclut pas que cette nouvelle saison de la série « Grand cirque au Parlement » se termine par la chute de Lecornu II. Pourtant, derrière leurs postures, la plupart des partis représentés à l'Assemblée ont gouverné ensemble ou se sont succédé au pouvoir, où ils ont mené sur le fond la même politique antiouvrière. Capables de s'allier en 24 heures pour se faire élire ou pour siéger dans le



CAPTURE D'ÉCRAN BFM TV

Quand le RN défendait la retraite à... 66 ans.



FACEBOOK JEAN-LUC MÉLENCHON

**Au Salon du Bourget, «24 juin 2017, au stand Dassault Aviation. Discussions sur l'indépendance de la France en matière d'équipement civil et militaire», écrit Jean-Luc Mélenchon (de dos, au deuxième rang sur la photo) sur son compte Facebook.**

même gouvernement, avant de se déchirer en criant à la trahison et en se lançant des noms d'oiseau, ils partagent tous le même respect profond pour la propriété privée des capitalistes. Et cela vaut pour le RN et LFI, qui se posent aujourd'hui, chacun dans son couloir, en opposants intransigeants à Macron et Lecornu, mais ne ratent aucune occasion pour déclarer leur amour des « entrepreneurs », surtout s'ils sont français.

## CRISE POLITIQUE ET DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Le spectacle pathétique donné depuis des mois par la classe politique ne peut que renforcer le sentiment de dégoût parmi les classes populaires. Dans la période actuelle, en l'absence de combativité et de confiance dans leur propre force, ce spectacle ne contribue pas à renforcer le niveau de conscience des travailleurs. Il souligne la petitesse et l'hypocrisie du personnel politique de la bourgeoisie, capable de retourner sa veste en quelques heures. Mais il masque à la fois les causes réelles de la crise politique et le fait que les maîtres de la société, les décideurs qui ont le véritable pouvoir, ne sont pas

les élus et autres chefs des partis qui aspirent à gouverner mais les capitalistes et les banquiers, qui possèdent les entreprises et les banques.

La crise politique, qui dure depuis au moins la réélection de Macron en 2022 – et au fond depuis les mandats de Sarkozy puis Hollande, incapables l'un et l'autre de se faire réélire pour un second mandat –, a des causes conjoncturelles et des causes profondes.

Le système politique français, façonné depuis des décennies au travers des crises et des guerres, est régi depuis 1958 par la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Elle a donné un poids prépondérant au président de la République et réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale, qui ne peut réellement fonctionner qu'avec une majorité absolue. Ce régime présidentiel, imposé par de Gaulle, qui s'était fait donner les pleins pouvoirs pour résoudre la crise engendrée par la guerre d'Algérie, a rendu service à la bourgeoisie pendant des décennies en permettant l'alternance sans trop de heurts entre la droite et la gauche. Quand la droite était trop haïe par les classes populaires, elle laissait la place à la gauche. Ce système a commencé à se gripper quand les partis traditionnels de gouvernement, trop

déconsidérés par leur passage au pouvoir, n'ont plus été capables de se refaire une virginité dans l'opposition. Macron, ancien ministre de Hollande mis en orbite par de grands bourgeois pour la présidentielle de 2017, en jouant la posture « ni droite ni gauche », aura offert un répit au système parlementaire bourgeois. Ce répit aura été de courte durée.

Un des facteurs immédiats de la crise politique actuelle est le choix des partis de droite, choix hérité du gaullisme, de maintenir le Rassemblement national à l'écart des alliances et du pouvoir alors que ce parti a obtenu près du tiers des voix des électeurs. S'il n'y a plus de différences politiques entre la droite et l'extrême droite, les uns et les autres déversant les mêmes torrents d'insanités contre les immigrés, les musulmans ou ceux qu'ils appellent les assistés, si le cordon sanitaire est de plus en plus poreux, les désistements réciproques entre la gauche, les macronistes et quelques députés LR en juin 2024, ont empêché le RN d'avoir une majorité même relative. C'est un facteur de la crise actuelle. Tout indique qu'une fraction de plus en plus grande de la bourgeoisie, incarnée par les milliardaires Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin, milite activement pour « l'union des droites », qui irait de LR au RN voire jusqu'au parti de Zemmour. Les succès de Trump aux États-Unis, de Meloni



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE / JEAN-MARIE MARCEL

**Charles de Gaulle, fondateur de la V<sup>e</sup> République, pose pour sa photo officielle.**

en Italie apportent de l'eau au moulin de ces partisans de gouvernements aussi réactionnaires qu'autoritaires.

Mais, quelles que soient les solutions politiques que le grand capital réussira à faire surgir pour diriger son État, celles-ci ne pourront s'affranchir des causes profondes qui sapent la démocratie bourgeoise. Le système est dans l'impasse parce que ceux qui dirigent la société n'ont rien à proposer aux classes populaires, sinon toujours plus d'exploitation, d'inégalités et de guerres. Le système capitaliste s'enfonce dans la crise économique parce que les moyens de productions, toujours plus puissants, exigeraient une planification à l'échelle de la planète alors qu'ils sont régis par des capitalistes privés et qu'ils se heurtent à l'étroitesse de marchés nationaux, morcelés et protégés par des États rivaux. La concurrence toujours plus vive entre groupes capitalistes engendre une guerre commerciale qui se mène au niveau du monde. La crise politique a éclipsé les annonces de licenciements et de fermetures d'usines, qui se multiplient dans la chimie, l'automobile, le commerce, mais elle ne les a pas supprimés. Confrontés à la guerre commerciale mondiale, pour maintenir et accroître leurs profits, les grands patrons doivent écraser les salaires, faire flamber les prix, licencier et aggraver l'exploitation. Ils exigent que les caisses de l'État soient mises à leur disposition et que le « coût du travail » soit baissé. Dans cette période de crise, d'instabilité politique et d'incertitudes pour la pérennisation de leurs profits, les capitalistes n'ont qu'une seule politique possible : intensifier la guerre de classe.

À cette guerre de classe



**La multinationale Adidas, par exemple, exploite des travailleurs dans le monde entier.**

s'ajoute la mise en condition des classes populaires pour leur faire accepter la guerre que tous les états-majors militaires préparent. Au moment où Lecornu cherche à réduire le budget de l'État de quelque 40 milliards d'euros, il prévoit une hausse de 7 milliards du budget des armées, déjà passé de 32 à 51 milliards entre 2017 et aujourd'hui. Aux budgets militaires en hausse s'ajoute la propagande sur les « menaces russes » et sur la nécessité pour l'Europe de se défendre sans plus disposer du « parapluie américain ». Pour les dirigeants, préparer la guerre, c'est mettre les travailleurs au pas et les habituer à des sacrifices toujours plus grands.

Remplacer une écurie politique par une autre n'arrêtera pas cet engrenage mortel. Tous les partis qui aspirent à diriger l'État de la bourgeoisie, le RN et LFI inclus, sont d'accord pour augmenter le budget militaire et mettre l'État à la disposition des capitalistes français confrontés à la concurrence internationale. Rien ne changera dans la société tant que la classe des travailleurs

n'affrontera pas la classe capitaliste, en contestant sa domination sur les plus grandes entreprises de production et de distribution, les banques... et son droit à disposer de nos vies.

Les travailleurs, parce qu'ils sont au cœur de la machine à produire, qui les relie les uns aux autres par-delà les frontières, sont les seuls à pouvoir arrêter la course folle du capitalisme. Mais cela suppose qu'ils reprennent confiance dans leur force collective, qu'ils ne se laissent pas entraîner dans le repli national, la xénophobie et la division, qu'ils prennent conscience que leurs ennemis sont les capitalistes qui les exploitent, dressent les peuples les uns contre les autres et détruisent l'environnement. Du fait des trahisons successives des partis et organisations issus du mouvement ouvrier et de leur intégration dans la société bourgeoise, la conscience de classe des opprimés est très en retard sur celle de leurs exploités et de tous leurs serviteurs, politiques ou intellectuels. Il faut œuvrer à la réimplanter

21 octobre 2025.



## ISF, taxe Zucman : la lutte contre le grand capital et ses faux-semblants

L'annonce par François Bayrou à la mi-juillet de 44 milliards d'euros de coupes dans les dépenses publiques et de mesures ouvertement antiouvrières, a été perçue comme une provocation par les classes populaires. À l'origine des journées de grève et de manifestations des 10 et 18 septembre et du 2 octobre, elle a aussi relancé les débats sur la question de la taxation des « ultra-riches ». Après l'impôt sur les grandes fortunes (ISF), dont tous les partis de gauche et plusieurs centrales syndicales réclament depuis des années le rétablissement, ou la taxe Tobin longtemps brandie, c'est désormais la taxe proposée par l'économiste Gabriel Zucman qui fait à leurs yeux office de panacée. Mais c'est un leurre plus que dérisoire dans cette période de pourrissement de l'économie capitaliste.

À la mi-septembre, après la première nomination de Lecornu au poste de Premier ministre, le Parti socialiste avait notamment fait de l'adoption de la taxe Zucman une « ligne rouge », c'est-à-dire une condition à la non-censure du gouvernement. Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, expliquait qu'il ne s'agissait pas d'une lubie pour résoudre les problèmes de déficit budgétaire mais d'une question « fondamentale », presque philosophique, permettant d'arriver à une prétendue égalité devant l'impôt et plus de « justice fiscale ». Plus cyniquement, Sylvain Maillard, ancien chef de file des députés du parti présidentiel, expliquait alors qu'il « fallait offrir à la gauche une victoire symbolique sur l'imposition des plus fortunés ». On sait que sur ce plan, c'est finalement la « suspension » de la réforme des retraites de 2023 qui a servi de monnaie d'échange dans le marché entre Lecornu et les socialistes pour obtenir la non-censure.

Il avait pourtant suffi que cette proposition de taxe, dont le principe avait déjà été voté par l'Assemblée nationale en

février 2025, soit de nouveau avancée pour que les porte-parole attirés ou autorisés de la grande bourgeoisie crient qu'on les égorgeait, qu'il s'agissait d'un impôt confiscatoire et mortel.

### LES MILLIARDAIRES SE FONT ENTENDRE ET OBÉIR

Bernard Arnault, PDG de LVMH et deuxième fortune française, du haut de ses 120 milliards d'euros, qualifia même à la mi-septembre Gabriel Zucman de « militant d'extrême gauche » cherchant à « mettre à terre l'économie française ». Un procès en sorcellerie un peu délirant quand on sait que cet économiste, certes spécialiste des paradis fiscaux et des inégalités devant l'impôt, a été conseiller des candidats du Parti démocrate américain Elizabeth Warren et Bernie Sanders et qu'il confie « échanger avec les décideurs politiques de tous bords ». Philippe Aghion, récompensé depuis par un prix Nobel d'économie, accusa pour sa part ce même Zucman de vouloir « transformer la France en prison fiscale », quand d'autres évoquaient « une arme idéologique

de destruction de l'économie de marché »<sup>1</sup>. Quant au président du Medef, Patrick Martin, il s'est emporté contre ce qu'il prétend être une « forme de spoliation », et a menacé un temps d'une « mobilisation de grande ampleur » du patronat pour s'y opposer. Cette hystérie était d'autant plus surjouée que Zucman lui-même avoue que ce qu'il préconise, une sorte de contribution plancher de 2 %, visant les plus grandes fortunes, est véritablement le « *minimum du minimum* » en la matière. C'est le moins que l'on puisse dire puisqu'elle ne concernerait que les 1 800 foyers disposant de plus de 100 millions d'euros. Son initiateur promettait 20 milliards de rentrées fiscales supplémentaires là où d'autres spécialistes tablaient, avec les mêmes données, sur un chiffre de très loin inférieur.

Mais c'est aussi à ce type de réaction, relayée par toute une galaxie de médias, pour la plupart aux mains du grand patronat, qui montre la détermination de la bourgeoisie à ne rien lâcher dans sa guerre de classe et la conscience qu'elle a de ses propres intérêts. Elle n'a d'ailleurs pas tardé à être obéie

1 Les Échos, 18 septembre et 3 octobre 2025.



par le gouvernement Lecornu 2 qui, pour espérer survivre au débat budgétaire en l'absence de majorité et donner le change à l'opinion publique, a tout juste annoncé une taxe exceptionnelle sur les plus hauts revenus sans même en donner le taux ni le périmètre.

### PLUS L'ÉCONOMIE S'ENLISE DANS LA CRISE, PLUS LES GRANDS CAPITALISTES S'ENGRAISSENT

La violence des réactions du monde patronal n'a d'égale que la rapacité grâce à laquelle il s'est enrichi depuis plusieurs décennies, sous les gouvernements de droite comme de gauche. D'abord parce que ces mêmes gouvernements ont servi les uns après les autres ses intérêts en s'attaquant aux chômeurs, au droit du travail, aux retraites, aux moyens alloués à la santé ou à l'éducation et surtout en adoptant des mesures toujours plus favorables aux détenteurs de capitaux. Des centaines de dispositifs impossibles à dénombrer – des centaines ? des milliers ? – transfèrent chaque année des fonds publics vers les caisses patronales, pour un montant estimé à 211 milliards d'euros par le Sénat et, plus récemment, à 270 milliards par les auteurs du livre au titre évocateur : *Le grand*

*détournement. Comment milliardaires et multinationales captent l'argent de l'État*<sup>2</sup>.

À ces aides multiformes s'est ajoutée notamment la baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, passé du taux de 50 % en 1958 au taux de 33 % en 1993, puis de 25 % en 2022. Encore s'agit-il d'un taux théorique, très éloigné de la réalité. Ainsi, dès 2009, le taux implicite d'imposition des sociétés, c'est-à-dire calculé par rapport aux bénéficiaires, était évalué à 18 % en moyenne et même à 13 % pour les entreprises de plus de 2 000 salariés, le grand capital bénéficiant des plus importants allègements.<sup>3</sup> En 2025, si les groupes cotés au CAC 40 étaient imposés au même niveau que les petits commerçants ou les artisans, ce seraient 10 milliards d'euros supplémentaires qui rentreraient dans les caisses de l'État chaque année<sup>4</sup>.

L'existence de holdings, des sociétés financières qui détiennent elles-mêmes des parts d'entreprises, permet de classer leurs avoirs dans la catégorie des biens professionnels, qui ne constituent pas un revenu pour l'administration fiscale et ne sont donc pas imposés. Les milliardaires ne paient donc presque plus d'impôts en fonction de leur fortune, moins de 2 % en moyenne, puisque les revenus du capital, dont les dividendes, sont les moins taxés et qu'ils pratiquent, comme la loi les y

autorise ou plutôt les y invite, « l'optimisation fiscale » de façon massive avec l'aide de cabinets d'experts dédiés à ces tâches. En 2024, la famille Arnault par exemple s'est versé 3,1 milliards d'euros de dividendes. Ceux-ci, conservés dans des holdings, ne seront pas taxés, la taxation des transferts entre une société mère et ses « filles » étant même interdite dans l'Union européenne. À l'échelle mondiale, celle des grands groupes monopolistiques, l'impôt versé par les milliardaires sur leur patrimoine était estimé en 2023 entre 0 et 0,5 % alors que leur fortune continuait à croître dans des proportions bien supérieures, de l'ordre de 8 à 10 % par an.

En France, le total des 500 plus grandes fortunes, dont 145 milliardaires (contre 16 en 1996), est ainsi passé de 200 milliards à 1 128 milliards d'euros durant les seules quinze dernières années, soit une progression de près de 500 %<sup>5</sup>. Aujourd'hui, ces 500 parasites pèsent l'équivalent de 42 % du produit intérieur brut, contre 6 % il y a trente ans ! Et les mêmes prétendent encore être contraints par la concurrence d'intensifier les cadences, de licencier des travailleurs dont ils tirent pourtant la plus-value à la source de leurs profits ou de fermer des entreprises.

Il y a effectivement de quoi nourrir une véritable haine de classe contre les dynasties bourgeoises qui possèdent ces sommes gigantesques et le pouvoir exorbitant qu'elles leur donnent sur la société tout entière. Mais ce n'est pas à cela que répondent un Gabriel Zucman ni un Thomas Piketty, avec lequel il a collaboré, ni les organisations syndicales et politiques qui se réclament d'eux, ni les nombreux intellectuels qui ont signé des tribunes pour en réclamer l'adoption, dont Olivier Blanchard, ex-chef économiste du FMI et Jean Pisani-Ferry, ancien conseiller économique du candidat Macron en 2017. La bourgeoisie nourrit

2 Mathieu Aron, Caroline Michel-Aguirre, Allary éditions, 2025.

3 Rapports du Conseil des prélèvements obligatoires : *Les prélèvements obligatoires des entreprises dans une économie mondialisée*, octobre 2009, et *Entreprises et « niches » fiscales et sociales – Des dispositifs dérogatoires nombreux*, octobre 2010.

4 *L'Humanité*, 14 octobre 2025.

5 Chiffres du magazine *Challenges*, juillet 2025.

CHALLENGES

## Fortune minimale pour entrer dans le classement des 500

En millions d'euros



SOURCE : CHALLENGES.

**Entre 1996 et 2025, la fortune minimale pour faire partie des 500 plus riches est passée de 14 à 245 millions d'euros ; elle a été multipliée par 18.**

d'ailleurs elle-même en son sein des collectifs de millionnaires qui s'expriment dans ce sens dans les médias. En réclamant que les gouvernements les taxent davantage, ils nourrissent un vaste écran de fumée que la gauche, en France, a très largement contribué à produire.

### « FAIRE PAYER LES RICHES ? » : UN LEURRE ANCIEN ET DES DÉBATS STÉRILES

Tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie s'est opposée à la création d'un impôt sur ses revenus, rejetant toute mesure, qualifiée, déjà, de confiscatoire et liberticide, avant de s'y résigner, par crainte du prolétariat et par nécessité. Il fallut attendre 1901 pour qu'un premier impôt progressif sur les droits de succession fût voté, puis 1914 et la Première Guerre mondiale pour que le principe d'un impôt sur le revenu soit adopté sans enthousiasme par le Sénat ; son taux marginal était plafonné à 2 %. Il s'agissait de montrer aux classes populaires, dont les membres étaient envoyés à la mort sur les champs de bataille, que l'Union sacrée existait également sur le terrain financier, que l'impôt du sang avait trouvé un équivalent parmi les possédants. Ce n'est d'ailleurs pas la gauche, mais des gouvernements réactionnaires qui allaient porter ce taux à 60 %

en 1920 puis 75 % en 1923.

Après avoir soutenu l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1945 et gouverné avec lui, les ministres de la SFIO et le PCF jouèrent un rôle déterminant pour étouffer la menace d'une vague de contestation voire de révolution et encadrer la « bataille de la production » dans l'après-guerre, c'est-à-dire l'exploitation forcée de la classe ouvrière. Pour donner le change, l'idée d'un impôt sur la fortune fut portée par les socialistes Blum et Auriol : une façon d'accréditer l'idée que toutes les couches de la population devaient « fournir un effort » pour redresser l'économie et renflouer les caisses de l'État. Mais c'est bien la création de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 1954, l'impôt le plus injuste, frappant davantage le SDF qui dépense tout son revenu que le millionnaire qui en épargne la plus grande partie, qui allait devenir la première source de recettes du Trésor, atteignant 116 milliards d'euros en 2025.

Droite et gauche rivaliseront de rhétorique sur la question d'un impôt sur la fortune au cours des années 1960 et 1970, une période pendant laquelle la croissance économique pouvait faciliter l'adoption d'une telle mesure. En Allemagne, c'est d'ailleurs le gouvernement conservateur d'Adenauer qui fit voter une taxe de ce genre dès 1949. En France, des élus de droite, de l'UDR à l'UDF puis au

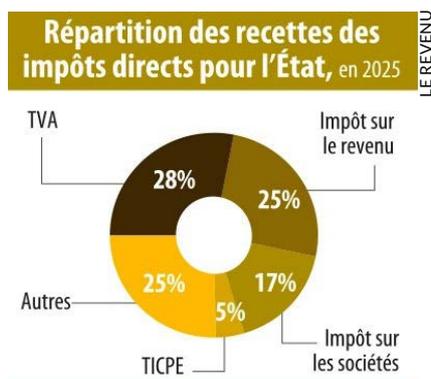
RPR, s'y dirent favorables, l'un d'eux dénonçant le fait de ne pas taxer les patrimoines déjà constitués comme une « injustice profonde »<sup>6</sup>. À gauche, ce sont des députés communistes qui proposèrent l'établissement d'un impôt sur la fortune en 1965 avant que le Programme commun de la gauche de 1972 reprenne cette orientation, tout en restant flou sur ses modalités. Le secrétaire général et candidat du PCF à l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais, se voulut plus clair en affirmant : « *Au-dessus de 40 000 francs, je prends tout !* ». Pour le Parti socialiste, François Mitterrand, évoquant le « cancer » que constituaient les inégalités en France fit figurer la promesse d'une imposition à 8 % des patrimoines parmi ses 110 propositions. Une fois parvenue au pouvoir, la gauche se garda bien d'aller trop loin dans ce sens. Lors des débats, le communiste Parfait Jans assura que l'impôt sur les plus hauts patrimoines proposé était « *loin d'être lourd et confiscatoire* », expliquant : « *Il faut donc que les possesseurs de grandes fortunes acceptent de jouer le jeu de la solidarité.* » C'était en effet tout le sens de cette politique : demander une petite obole à la bourgeoisie, une participation à l'effort commun dont la charge la plus lourde pèserait sur les classes laborieuses. De fait, cet impôt sur les grandes fortunes (IGF), adopté en 1982, se contenta d'un taux très faible et progressif (allant de 0,5 % pour les fortunes entre 3 et 5 millions de francs, à 1 % entre 5 et 10 millions et à 1,5 % au-dessus de 10 millions de francs). Les œuvres d'art et surtout les mal nommés « outils de travail », c'est-à-dire les biens industriels et productifs eux-mêmes, échappaient à cette mesure. Les 2,7 milliards de francs de rendement de cet impôt en 1982 ne représentaient que 0,6 % des recettes fiscales, ce qui n'empêcha pas l'ancien Premier ministre Raymond Barre de prétendre qu'il agissait sur l'économie à la manière d'une « leucémie ».

Dès lors, la gauche et la droite tenaient leur symbole, les uns

6 Jacques Chaumont, lors des débats sur cette question en 1976.

pour masquer leur bilan de gouvernement en faveur de la grande bourgeoisie et calamiteux pour les travailleurs, les autres pour dénoncer une politique qu'ils prétendaient néfaste pour l'économie et confiscatoire. Devenu Premier ministre en 1986, Chirac supprima donc l'IGF. Le socialiste Rocard lui succéda deux ans plus tard et ressortit cet impôt du placard en le renommant impôt de solidarité sur la fortune (ISF), et en le plafonnant à 70 % des revenus. Ses recettes étaient censées financer la création du revenu minimum d'insertion (RMI). Mais du fait des multiples exonérations auxquelles cet ISF donnait lieu, il ne couvrit finalement que les deux tiers des 6 milliards d'euros nécessaires et les fortunes bourgeoises n'en furent qu'à peine écornées. Mais alors naquirent la plainte et le mythe du paysan de l'île de Ré, donné en exemple pour démontrer qu'un héritier sans véritables revenus, mais atteignant le seuil de l'imposition sur les grandes fortunes en raison de la flambée des prix de l'immobilier, serait contraint de vendre son patrimoine. C'est au fond cette fable que ressortent aujourd'hui tous ceux qui font mine de s'étrangler à l'évocation de la taxe Zucman.

Après sa défaite à l'élection présidentielle de 1988, Chirac convint que « *la droite ne gagnera jamais une élection en proposant de supprimer l'impôt sur la fortune* ». Il fit même de la lutte contre la « fracture sociale » un des axes de sa campagne victorieuse de 1995. Au pouvoir avec Juppé, Chirac abaissa d'abord les réductions d'impôt auxquelles donnait droit le plafonnement de l'ISF. Mais en 2003, il réduisit encore son périmètre par la loi Dutreil avant d'instaurer avec Dominique de Villepin un « bouclier fiscal » en 2006 qui plafonnait à 60 % des revenus annuels le montant cumulé de l'ISF, de l'impôt sur le revenu et de la taxe foncière ; plafond abaissé à 50 % par Sarkozy en 2007. Alors que la crise faisait rage, Bercy remboursa des sommes faramineuses aux plus grandes fortunes. À la veille de l'élection présidentielle de 2012, Sarkozy, qui avait gagné dans l'opinion publique le surnom de « président des riches »,



**La TVA dans le budget 2025 : une ponction sur les classes populaires.**

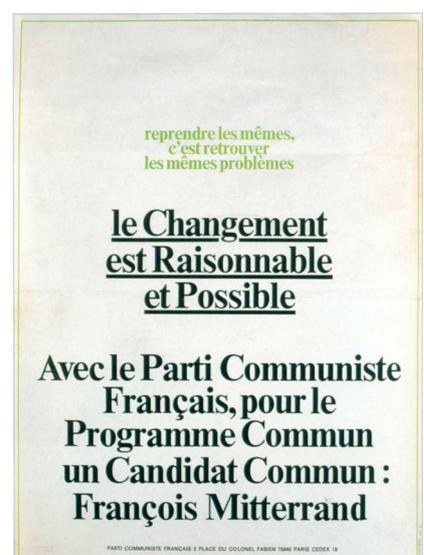
supprima ce bouclier... tout en rehaussant les seuils d'entrée dans l'ISF, en abaissant ses taux, et en confortant en réalité les plus gros patrimoines.

C'est ainsi que Hollande avant d'être élu président en 2012 put se présenter en « ennemi de la finance » et proposer une taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à un million d'euros, taxe qui allait être vidée de toute substance peu après son arrivée au pouvoir, au profit d'une politique dont le grand capital fut le seul bénéficiaire. En 2016, *Le Canard enchaîné* publia une liste nominative de cinquante personnes parmi les plus fortunées, dont Bernard Arnault, Liliane Bettencourt et Hélène Darty, ayant bénéficié d'une réduction massive de leur impôt de solidarité sur la fortune. « *Résultat burlesque d'une législation bricolée et rafistolée depuis des années* », onze de ces bourgeois n'avaient pas payé d'ISF l'année précédente. Et au lieu de devoir s'acquitter de 219,6 millions d'euros, ces cinquante contribuables n'en avaient versé que 21,2. Ainsi la gauche avait mis en place une politique encore plus favorable à la grande bourgeoisie que le bouclier fiscal qu'elle avait supprimé ! Alors que tout contribuable voyait désormais sa déclaration de revenus préremplie, l'ISF faisait l'objet d'une « autodéclaration », sans que les millionnaires et les milliardaires encourent le moindre contrôle. Cet impôt ne rapportait alors annuellement que 5,2 milliards d'euros, soit 1,8 % des recettes fiscales nettes de l'État. À comparer aux 1 600 milliards d'euros stockés par les capitalistes français dans leurs holdings selon les estimations à cette même période.

À l'arrivée de Macron en 2017, l'ISF fut remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI). Une « flat tax » fut instaurée, soumettant les revenus du capital à un prélèvement forfaitaire unique de 30 %, comprenant 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux. Ainsi la grande bourgeoisie put continuer plus sereinement encore à prospérer.

Aujourd'hui, dans un contexte de guerre économique, commerciale et de marche à la guerre, les gouvernements sont sommés par cette même bourgeoisie d'imposer des mesures d'austérité drastiques. L'État doit continuer à rembourser ses créanciers, c'est-à-dire les banques et tous ceux qui vivent des intérêts qu'il doit verser sans diminuer le débit de la « pompe à phynance » qui alimente des caisses patronales bien plus remplies encore que celles du Père Ubu. Cela nécessite de nouvelles attaques contre les chômeurs, les travailleurs en exercice ou retraités, les malades, les personnes âgées, alors qu'il n'existe pas de gouvernement stable et de partis disposant du crédit nécessaire pour les imposer sans risquer l'explosion sociale.

Le gouvernement doit aujourd'hui tenter de donner le change. Gabriel Zucman expliquait récemment : « *Il va être*



**Affiche du PCF de 1974 en faveur d'un « changement raisonnable ». Parmi les mesures du Programme commun de la gauche : un impôt sur les grandes fortunes.**



Manifestation d'Attac et d'OXFAM réclamant la taxation des ultra-riches au nom de l'intérêt général, le 12 juin.

très difficile de demander aux Français de faire des efforts tant que les milliardaires paieront si peu d'impôts »<sup>7</sup> Ce serait donc le faible prix qu'ils devraient payer pour continuer à s'engraisser sans heurts. Même le très réactionnaire et éphémère gouvernement Barnier avait ainsi proposé à l'automne 2024, de façon « exceptionnelle et temporaire », une contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR)... qui vient d'être reconduite par Lecornu. Le ou les quelques milliards d'euros qu'elle est supposée rapporter sont mis en avant pour tenter de faire oublier la trentaine de milliards de coupes budgétaires déjà programmée et les centaines de milliards de cadeaux à verser au grand patronat.

## EXPROPRIER LA BOURGEOISIE, EN FINIR AVEC L'EXPLOITATION

Les partis de gauche s'accrochent aujourd'hui à la vessie de la taxe Zucman qu'ils transforment en lanterne magique. Un de leurs mentors, Thomas Piketty, traduisant une expression allemande de l'après-Deuxième Guerre mondiale, évoque à ce

propos le nécessaire « partage du fardeau » entre les classes.

Dans le même esprit, la CFTD, non désavouée par l'intersyndicale regroupant toutes les confédérations, répète à l'envi que le pays a besoin d'un budget et que les « efforts doivent être partagés par tous, pas seulement les travailleurs, travailleuses, les personnes les plus précaires, etc. ». Au lendemain des manifestations du 10 et 18 septembre, sa secrétaire, Marylise Léon, affirmait que les travailleurs « refusent d'être les seuls à faire des sacrifices », ce qui signifiait qu'ils devaient accepter pleinement d'en faire de nouveaux.

Ayant renoncé de longue date à toute politique s'en prenant vraiment au capital, c'est-à-dire à sa direction de l'économie et de l'État, la gauche ressasse les vieilles fariboles sur le « consentement à l'impôt ». « Que chacun contribue à la chose publique selon ses moyens », avançait ainsi un député communiste il y a quelques années en proposant le rétablissement de l'ISF. Un rétablissement que prônaient d'ailleurs conjointement, bien qu'à des niveaux différents, les partis du Nouveau front populaire (NFP) et le Rassemblement national aux législatives de 2024.

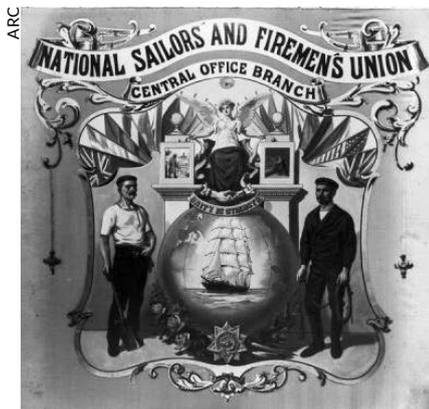
Mais les travailleurs ne peuvent mettre leurs espoirs dans une énième mouture de cette forme d'imposition. Ceux qui pointent du doigt les « ultra-riches » ou, plus vaguement encore, « l'oligarchie », emploient d'ailleurs ces termes pour ne pas désigner les capitalistes, la bourgeoisie et son ordre social qui repose sur l'exploitation, la propriété des grands moyens de production, de communication, du commerce comme des banques.

C'est aujourd'hui plus que jamais la perspective de la réquisition des profits, des dividendes distribués, et l'expropriation de la bourgeoisie dont les révolutionnaires doivent propager l'idée. Il ne faut pas seulement condamner les inégalités et les injustices, mais préparer le renversement d'un système d'exploitation aux mains d'une bourgeoisie de plus en plus parasitaire.

C'est la base du combat des communistes révolutionnaires. Analysant en 1865 les rapports entre les salaires, les prix et les profits, Marx, tout en soutenant l'objectif des augmentations de salaire, engageait les ouvriers à ne pas « s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne ». Il expliquait qu'ils ne pouvaient que retenir « le mouvement descendant » de leur condition, mais non « en changer la direction », qu'ils n'appliqueraient « que des palliatifs, mais sans guérir le mal ». Et au lieu du mot d'ordre ancien : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », il les invitait à inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ». Alors que l'économie capitaliste démontre son impuissance à résoudre les problèmes fondamentaux de l'humanité et mène celle-ci vers une guerre mondiale, la classe ouvrière doit combattre non pas pour « faire payer les ultra-riches » ou « répartir les richesses », mais pour renverser le capitalisme et exproprier la bourgeoisie.

15 octobre 2025

<sup>7</sup> *Le Monde*, 11 septembre 2025.



Une affiche du NSFU.

## Août-novembre 1925: il y a cent ans, la grève oubliée des marins britanniques

En août 1925, les armateurs britanniques, en accord avec les dirigeants du syndicat national des marins et soutiers NSFU (National Seamen and Firemen's Union), annoncèrent une réduction des salaires d'une livre sterling par mois, soit 10 %<sup>1</sup>. Le secteur en avait besoin, disaient-ils conjointement, pour se remettre sur pied. Apprenant la nouvelle en touchant au port, les marins de commerce réagirent les uns après les autres. Si bien qu'au début du mois de septembre, des dizaines de cargos et paquebots étaient bloqués en rade, dans tout l'Empire britannique, à Londres, Glasgow et Southampton comme en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Deux mois durant, des dizaines de milliers de marins allaient affronter sur quatre continents les armateurs les plus riches du monde et, derrière eux, l'État britannique, ses lois, ses juges et sa police. La presse se déchaîna contre le « complot rouge » et l'appareil syndical condamna la lutte des marins.

### UN EMPIRE EN DÉCLIN

La marine britannique n'était plus, en 1925, ce qu'elle avait été jusqu'en 1914, la première du monde avec 40 % du nombre total de navires à vapeur, 60 % des capacités mondiales de construction navale et, de très loin, la première flotte de guerre. La Grande-Bretagne ne régnait plus sur les mers, de plus en plus concurrencée, voire remplacée par les États-Unis. Mais l'antériorité de la bourgeoisie britannique, son Empire, son expérience et l'importance de la City, la place financière de Londres, lui assuraient encore de confortables revenus. Lord Inchcape, par exemple, modèle de l'armateur tout-puissant, principal actionnaire et dirigeant de la compagnie P & O (la première au

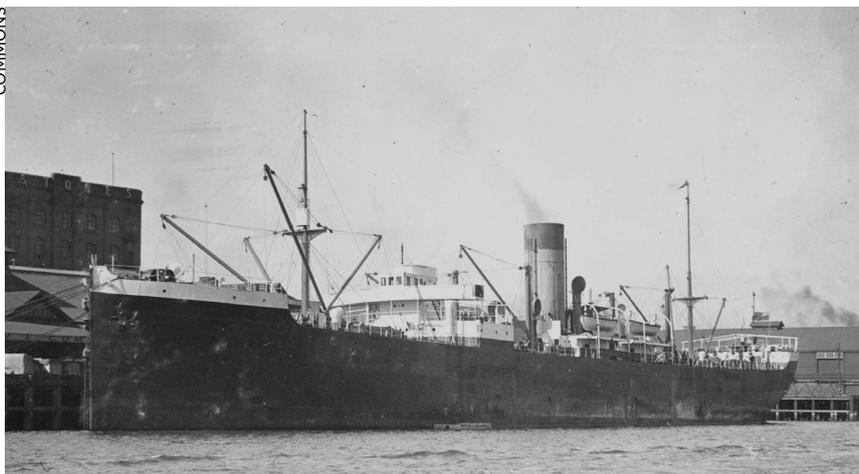
monde dans les années 1920 avec 500 navires), de l'Anglo-Persian Oil (future BP), de la Compagnie du canal de Suez et de quelques autres, était considéré comme l'homme le plus riche du pays et l'un des plus riches du monde. La structure même de l'économie britannique, depuis longtemps tournée vers le large, reposant en grande partie sur l'exploitation de ses colonies et les échanges avec ses dominions, nécessitait un réseau dense de transports maritimes ininterrompus<sup>2</sup>. Il fallait une flotte nombreuse pour transporter les marchandises de toutes sortes, le courrier, les fonctionnaires de l'Empire, civils et militaires, les troupes, les employés des compagnies internationales et, évidemment, les nombreux émigrants quittant la mère patrie pour l'Australie, l'Afrique du Sud ou l'Amérique.

Confrontée à l'Allemagne et aux États-Unis, deux pays où le capital industriel était plus concentré, moderne et performant, la Grande-Bretagne perdait du terrain depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. La Première Guerre mondiale enfonça un peu plus le pays dans l'obsolescence économique, mettant définitivement les États-Unis au premier rang. Au début des années 1920, le patronat britannique, contraint comme tous les autres à faire des concessions aux travailleurs dans les années de tourmente révolutionnaire ouverte par la révolution russe d'octobre 1917, voulait reprendre, et plus encore, ce qu'il avait dû lâcher. La pression sur les salaires et les conditions de travail s'accrut. En juin 1925, le patronat des mines avertit qu'il allait réduire les salaires de 10 %. Les organisations

1 Les marins sont sur le pont, les soutiers (aussi appelés chauffeurs) à la machine.

2 Les dominions étaient les colonies comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, où la majorité de la population était « blanche », en conséquence des massacres, des épidémies du temps de la conquête et du peuplement par des Européens, et qui, au fil des décennies, avaient acquis une certaine autonomie politique par rapport à Londres. Unifiée depuis 1910, l'Afrique du Sud était aussi considérée comme un dominion, bien que les Blancs y aient été en minorité.

COMMONS



Le cargo *Delphic* de la ligne de l'Australie, en 1925.

syndicales de mineurs, rejointes par toutes les autres fédérations, sauf celle des marins, menacèrent alors d'avoir recours à la grève générale et en fixèrent la date. Avant le jour dit, le « vendredi rouge » du 31 juillet 1925, le gouvernement du Premier ministre conservateur Baldwin assura qu'il se chargeait de compléter le salaire des mineurs afin qu'ils ne subissent aucune diminution de revenu. La grève fut donc décommandée et la tactique syndicale qualifiée de triomphe par les dirigeants qui l'avaient promue.

En fait, patronat, gouvernement et leaders syndicaux s'étaient entendus pour mettre en scène cette petite comédie. Le patronat et le Premier ministre estimaient qu'il était trop tôt pour une épreuve de force, les caisses antigèves et les troupes de briseurs de grève n'étant pas encore prêtes. Les chefs syndicaux furent heureux de s'en tirer à si bon compte et retournèrent à leur routine sans évidemment préparer les travailleurs à l'attaque suivante, qui ne manqua pas d'arriver, en 1926<sup>3</sup>.

### LE SYNDICAT DES MARINS : DES GRÈVES PUISSANTES À LA COLLABORATION DE CLASSE

Le syndicat des marins et soutiers avait, lui, accepté une telle réduction des salaires pour ses

membres. Son dirigeant, Joseph Havelock Wilson (1858-1929), pensait manifestement avoir l'autorité pour faire avaler la pilule aux équipages ou être capable d'organiser, conjointement avec le patronat, des équipes de briseurs de grève.

Son organisation, la NSFU, était l'héritière des syndicats de masse nés après les grèves des gaziers, des dockers et des marins de Londres en 1889. Ce mouvement avait entraîné la couche du prolétariat la plus misérable, celle des ouvriers qui, jusque-là, se battaient entre eux chaque matin pour arracher une journée de travail. « *Voilà un renouveau que je suis fier d'avoir connu* », avait alors déclaré le vieux révolutionnaire et londonien de longue date Friedrich Engels. Ces « nouveaux syndicats » s'étaient ensuite renforcés à l'occasion de la « grande révolte ouvrière » des années 1910-1914, qui vit les effectifs totaux des syndicats passer de 2,5 à 4 millions. Toutefois leur objectif restait l'amélioration des conditions de vie et de travail dans le cadre du système existant et, si possible, en bonne entente avec le patronat. La richesse de la bourgeoisie britannique et les profits colossaux qu'elle tirait de l'exploitation coloniale laissaient, en effet, du « grain à moudre » (l'expression est d'époque) pour la couche supérieure de la classe ouvrière et ses représentants officiels.

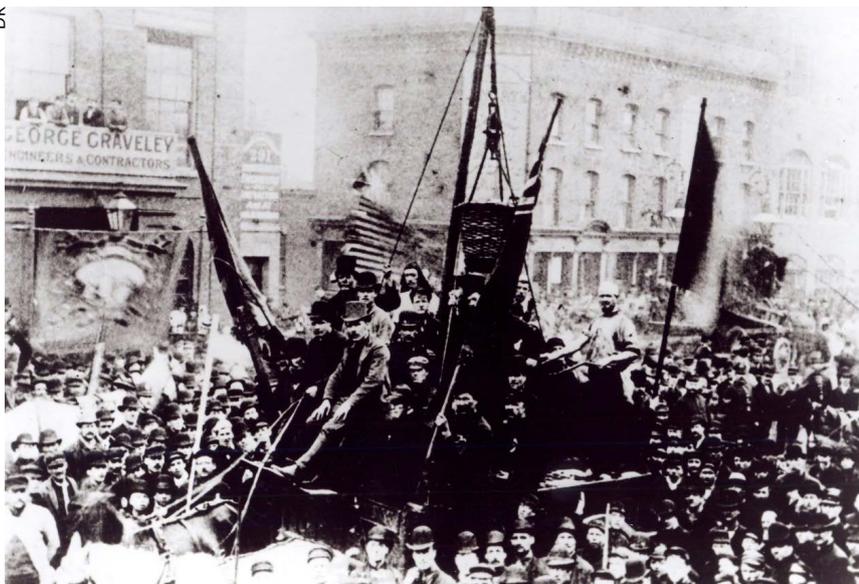
Le syndicat des marins est

représentatif de cette période. Son chef inamovible, Joseph Havelock Wilson, quoique venant du prolétariat et prétendant défendre les intérêts des travailleurs de la mer, fut député, au compte du parti libéral, un des deux partis de la bourgeoisie britannique, dès 1892 – il n'avait affiché la couleur de « travailliste indépendant » que le temps de la campagne ! Le syndicat eut pourtant à se battre contre des armateurs qui avaient à leur disposition, en permanence, des centaines de jaunes, prêts à aller faire le coup de poing d'abord et à embarquer ensuite pour remplacer un équipage gréviste dans n'importe quel port d'Europe. Cette organisation était ouvertement financée et organisée par l'association des armateurs, au titre de la défense de la liberté du travail. La NSFU mena la bataille, dans de nombreux conflits partiels, souvent violents, y compris en organisant une « grève internationale des marins » en juin 1911, qui toucha Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, et quelques ports de la côte est des États-Unis. Elle fut reconnue comme représentative par la plupart des armateurs et par l'administration, et voulut imposer pour ses membres l'exclusivité du travail sur les navires britanniques.

Cette revendication, le contrôle des travailleurs sur l'embauche par l'intermédiaire de leur syndicat, fut celle des dockers de tous les grands ports du monde. Imposée dans des luttes épiques, elle visait légitimement à se présenter unis contre l'employeur plutôt que mis en concurrence entre travailleurs pour savoir qui aurait le droit de décharger le cargo arrivé dans la nuit. Étendue à l'ensemble des travailleurs, elle était à cette époque, écrit Trotsky dans *Où va l'Angleterre ?* (1925), la manifestation de la conscience de classe des travailleurs et la préfiguration de la dictature du prolétariat. Mais, appliquée par Havelock Wilson aux marins, sur la base nationale et non sur une

3 En mai 1926, les propriétaires des mines repartirent à l'attaque contre les salaires. En soutien aux mineurs, le Trade Union Congress (TUC), organisation fédérant l'ensemble des syndicats britanniques, appela à la grève générale, la seule dans l'histoire de la Grande-Bretagne. Mais le TUC appela à la reprise du travail au bout de neuf jours, laissant les mineurs lutter seuls contre leurs patrons pendant des mois, jusqu'à une défaite totale.

DR



Grève des docks en 1889.

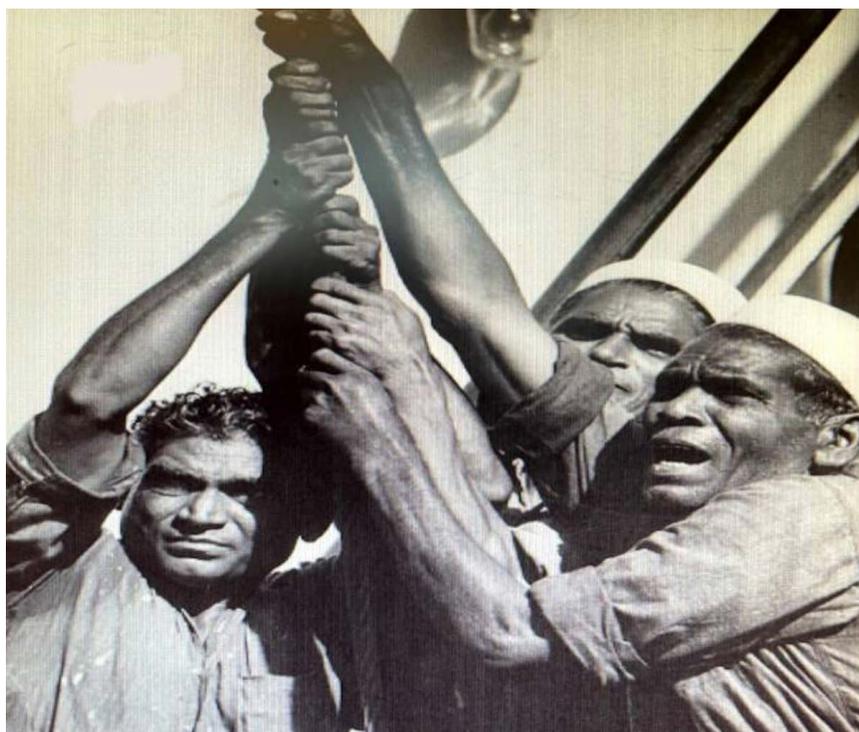
base de classe, pour défendre des privilèges bureaucratiques et non pour préparer les travailleurs au pouvoir, elle contribua au contraire à les désarmer.

Il est fréquent qu'un capitaine ait besoin de marins supplémentaires et qu'il les recrute, là où il est, à l'autre bout du monde. Les compagnies ne s'en privaient pas, au contraire, ne serait-ce que pour économiser sur les salaires. La flotte britannique comptait ainsi de nombreux marins et officiers allemands, suédois, norvégiens ou polonais, moins bien payés que leurs homologues britanniques. Le plus fameux d'entre eux, le Polonais Joseph Conrad, commanda des cargos vingt ans durant avant de connaître la célébrité en transposant ses souvenirs en une vaste œuvre littéraire, décrivant précisément la vie des marins et critiquant féroce-ment le colonialisme.

Les capitaines faisant la route d'Extrême-Orient recrutèrent dans ces conditions des « lascars », des marins issus d'Inde, de Chine, d'Indonésie ou du Moyen-Orient. Londres, Glasgow et d'autres grands ports comptaient donc dans leur population des marins venus du monde entier, d'abord en attente d'un embarquement de retour, puis finalement fixés là, regroupés par origine dans quelques rues ou quartiers. Les dirigeants de la NSFU oscillèrent entre deux

attitudes à leur égard, sans que jamais l'unité du prolétariat mondial et de ses intérêts ne les effleure : syndiquer ces travailleurs originaires des colonies afin que les armateurs ne fassent plus pression à la baisse sur les salaires, ou leur interdire l'embauche pour réserver le travail aux Britanniques. La NSFU adopta plutôt la première attitude en période de plein-emploi et la seconde durant les épisodes de chômage. Un dirigeant de la NSFU, qui se révéla plus tard être

un gangster, se targua d'avoir été l'initiateur d'un pogrom anti-chinois à Cardiff en 1911. Et Wilson lui-même, au printemps 1914, alla de port en port dénoncer ce qu'il appelait « le péril jaune » dans la marine marchande. La prétendue défense des intérêts des marins métropolitains par l'exclusion des lascars n'était pas l'apanage de la très ouvertement réformiste et patriote NSFU. La même question traversait en France, à la même époque, le syndicat CGT des marins, réputé syndicaliste révolutionnaire et internationaliste. Ainsi, en mars 1910, à Marseille des marins en grève pour le renvoi de leurs collègues arabes, moins payés, furent soutenus localement par la CGT des marins et désavoués par celle des dockers. Au congrès confédéral suivant, où la question de la légitimité de cette grève fut posée, le dirigeant du syndicat des marins donna raison à ses camarades de Marseille<sup>4</sup>. La guerre de 1914-1918 fut le sommet de la carrière d'Havelock Wilson, décoré du titre de commandeur de l'ordre de l'Empire britannique en 1917, et elle marqua l'intégration complète de la NSFU, et des autres bureaucraties syndicales, dans l'appareil d'État. Plus encore qu'en



4 Ronan Viaud, *Le syndicalisme maritime français*, Presses universitaires de Rennes, 2005.

temps de paix, la Grande-Bretagne ne pouvait vivre sans un trafic maritime régulier et efficace. De 17 000 à 20 000 marins y laissèrent leur vie, dans des navires torpillés par les sous-marins allemands. Les navires coulés étaient payés aux armateurs et les marins survivants y gagnèrent le titre de « héros » indispensables à la nation. À la fin du conflit, la NSFU gérait l'embauche des équipages conjointement avec les armateurs, la cotisation syndicale était prélevée directement sur un salaire dont le montant était discuté entre Havelock Wilson et le patronat, bien loin des revendications et même des simples besoins vitaux des marins. En 1919, lorsque, avec le retour des soldats, le marché du travail se retrouva engorgé, la NSFU se chargea, avec la complicité des autorités, des employeurs et de la presse, de détourner le mécontentement des sans-emploi et le malaise populaire vers les marins d'origine coloniale ou chinoise, qui dans tous les ports de Grande-Bretagne furent alors la cible d'agressions verbales et physiques.

## LES REVENDICATIONS DES MARINS

La grève qui enflamma les équipages à partir d'août 1925 mit en avant bien des revendications au-delà du maintien du salaire, révélant les conditions de travail réelles des marins. Les équipages grévistes demandaient de faire 48 heures par semaine en mer et 44 heures au port, pas plus de 8 heures de suite pour les soutiers, pas de travail le dimanche au port, au lieu des 12 heures par jour, 7 jours sur 7, imposées par les armateurs. Oui, des hommes pelletaient du charbon dans une chaudière, à fond de cale, y compris par des températures extérieures de 40 degrés, 12 heures durant, 7 jours sur 7. Les marins voulaient des quartiers sains, de l'eau pour se laver, des traitements contre les puces, de l'espace pour dormir ; une nourriture correcte et la présence à bord de quelqu'un ayant

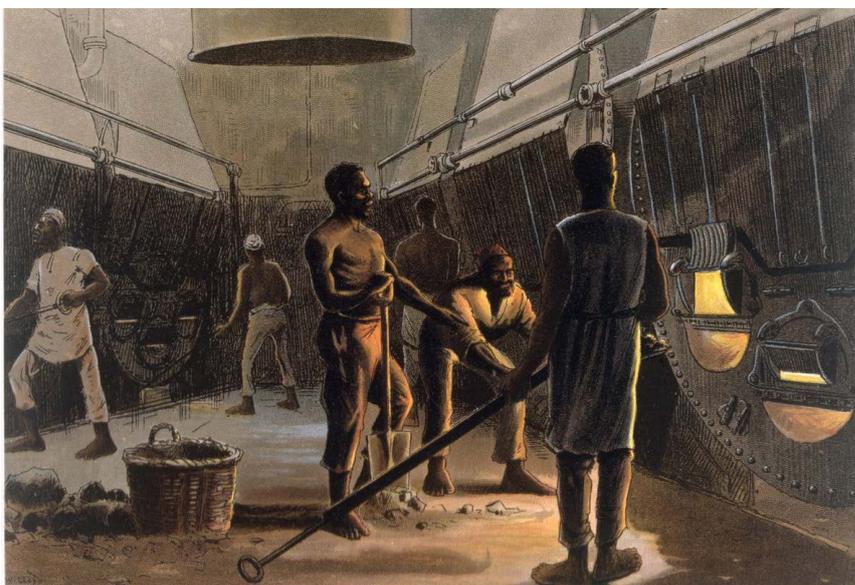
des connaissances médicales ; des tenues de rechange de façon à ne pas être mouillés en permanence par mauvais temps ; la fin des retenues sur salaire pour la nourriture et la prétendue cotisation syndicale ; la fin du PC 5, c'est-à-dire de la carte de travail délivrée par la NSFU. Les grévistes voulaient le renvoi d'Havelock Wilson, surnommé Havelock<sup>5</sup>, car il touchait 1 000 livres par an pour représenter des marins qui en gagnaient difficilement 10 par mois, lorsqu'ils avaient un embarquement. Ils voulaient enfin pouvoir élire des délégués et obtenir la promesse que les grévistes ne seraient pas réprimés.

Dès le premier débrayage, dans le port de Londres, la NSFU désavoua le mouvement et elle maintint cette position tout au long de la grève. Dès lors, non seulement celle-ci était illégale mais les grévistes ne touchaient aucun secours, financier, juridique ou organisationnel de leur syndicat. Les locaux, les liaisons et les caisses de la NSFU leur étaient fermés. À Londres, puis dans les ports touchés par la grève, les marins élurent donc des délégués de navires qui se réunissaient en comité de grève du port, avec les seuls militants qui soutenaient leur mouvement, ceux qui gravitaient autour de l'Internationale communiste. À Londres, par exemple, les marins portèrent Tom Mann, militant

ouvrier expérimenté et l'un des fondateurs du Parti communiste de Grande-Bretagne, à la tête du comité central de grève.

Dans les ports de Grande-Bretagne même, le mouvement commença lentement et resta minoritaire. Le chômage massif et le poids de la NSFU permirent aux armateurs de recruter des jaunes par milliers, protégés par la police, et de remplacer des grévistes chassés à coups de gourdin. La lutte se focalisa autour du départ, ou non, des grands paquebots de la ligne transatlantique. Pour qu'un tel navire appareille, encore fallait-il que des charbonniers et des dockers acceptent de le charger et que les armateurs trouvent les centaines de marins, soutiers et employés de cabine nécessaires. Chaque appareillage, après une bataille d'influence sur les quais plus ou moins musclée, était fêté par la presse, le gouvernement et la NSFU comme l'annonce de la fin de la grève et une victoire contre le communisme. À l'arrivée à New York, les navires étaient isolés sur un quai gardé par la police qui interdisait tout contact entre les marins britanniques et les militants ouvriers américains.

Les familles des marins grévistes ou bloqués à l'autre bout du monde ne touchaient plus la part de salaire qui leur revenait. De plus, l'administration leur refusa le droit à l'allocation



**Chargement des chaudières vers 1910.**

5 Celui-qui-a-le-paquet.

P&amp;O



Docks à Tilbury, en aval de Londres, en 1920.

minimum des pauvres, très justement dite de subsistance, que les marins touchaient entre deux embarquements. Pire encore, on supprima également cette allocation aux marins au chômage et à leur famille puisque leur refus, réel ou supposé, d'embarquer montrait qu'ils soutenaient la grève.

## LE MOUVEMENT GAGNE LES ANTIPODES

La grève tint deux mois dans ces conditions grâce au soutien des travailleurs des ports et à la nouvelle de son succès en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En effet, des dizaines de navires britanniques en escale dans ces anciennes colonies étaient bloqués en rade. Dans ces ports peuplés d'immigrants issus de la classe travailleuse britannique, les équipages grévistes bénéficiaient du soutien de la population et de certains syndicats.

Dans l'hémisphère sud, les commandants reçurent pour consigne ou décidèrent eux-mêmes de considérer les grévistes comme des mutins. Ils refusèrent donc de les nourrir et les forcèrent à débarquer. Mais ils ne trouvèrent pas d'équipage de rechange. Au contraire, la population et les militants hébergèrent les grévistes dans leurs

locaux et dans leurs familles. Des collectes, des fêtes, des bals animés par les musiciens grévistes des orchestres des paquebots, des meetings permirent de faire connaître le mouvement, de soutenir le moral et de remplir les caisses de grève. Là encore, les militants de la mouvance communiste furent au premier rang et participèrent aux comités de grève des marins.

Le soutien des organisations syndicales et politiques, particulièrement en Afrique du Sud, n'allait pas sans arrière-pensées. Le mouvement des marins britanniques, comme tout ce qui contrariait l'influence de la métropole impériale, était, au moins formellement, soutenu par les partis nationalistes afrikaners, à commencer par ceux se réclamant des intérêts des travailleurs. Surtout, le Labour Party d'Afrique du Sud, au pouvoir en coalition avec le Parti national (afrikaner), sur la base d'une défense des intérêts des travailleurs blancs préfigurant l'apartheid, encourageait la ségrégation parmi les marins. Il tentait de s'annexer, sur cette base, la grève des marins britanniques. Malgré cette pression et celle, moindre mais du même ordre, exercée dans les ports australiens, les marins ne laissèrent pas dévier leur lutte et la ségrégation envers les marins des colonies n'apparut pas dans leurs revendications. Les lascars

des équipages grévistes étaient d'ailleurs solidaires de la grève, ayant eux-mêmes des salaires encore plus misérables que leurs camarades britanniques<sup>6</sup>.

Cédant aux demandes de Londres, et suivant son propre sens de classe, le gouvernement australien traita les marins grévistes comme des mutins, et en condamnant 329 à des peines de prison et à de lourdes amendes. Les condamnés se rendaient en cortège aux séances du tribunal et jusqu'aux portes des prisons, accompagnés de leurs camarades grévistes et de travailleurs et militants australiens. Les emprisonnés disaient ironiquement que ce que l'Armée du salut australienne leur avait refusé, un toit, une paille et une gamelle de soupe, la justice le leur offrait aimablement...

Les autorités australiennes, à la demande expresse de Wilson, franchirent un pas de plus en interdisant aux syndicats locaux d'aider cette grève illégale. Les deux principaux dirigeants des comités de soutien furent même condamnés à quitter le territoire, sous prétexte qu'ils n'étaient pas nés en Australie et qu'ils troublaient l'ordre public.

## LA GRÈVE DANS L'IMPASSE

En octobre, faute de s'être étendue à l'ensemble des marins, voire à d'autres travailleurs, la grève était dans une impasse. Les bateaux repartaient, les uns après les autres, avec un nouvel équipage ou avec un équipage vaincu. En Afrique du Sud, les marins grévistes avaient désormais le choix entre rester à bord et être considérés comme des mutins ou aller à terre et être emprisonnés comme immigrants illégaux. Ils reprirent le travail le 10 octobre, toutefois aux conditions les moins mauvaises : la réembauche, le rapatriement pour ceux dont le bateau était déjà reparti, la promesse qu'il n'y aurait pas de sanction. Le travail reprit le 30 octobre en Australie, sans que les marins aient obtenu quoi que ce soit d'autre que la fierté d'avoir combattu. Quelques centaines de grévistes,

6 Jonathan Hyslop, « A British Strike in an African Port », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 2015.



**Jeunes marins de la compagnie White Star, vers 1900.**

sous l'autorité du comité de grève de Londres, continuèrent encore le combat derrière leur bande-roule « Héros en 1914, esclaves en 1925 », jusqu'à mi-novembre. La réduction de salaire s'appliqua donc et les conditions de travail restèrent ce qu'elles étaient.

Percy Laidler, un militant australien, participant enthousiaste au comité de soutien aux grévistes, écrit dans ses mémoires que la grève ne s'est jamais étendue aux lascars, c'est-à-dire au gros des troupes de la marine australienne<sup>7</sup>. Il en fut de même pour les équipages à forte composante indienne de la très nombreuse et très essentielle flotte britannique d'Extrême-Orient, particulièrement de l'Inde. Pour s'adresser aux marins des peuples colonisés et espérer les toucher, ne pas prêcher l'apartheid, sous une forme ou une autre, n'était qu'un début. Les grévistes britanniques avaient spontanément cette attitude. Mais il aurait fallu une politique volontaire, mettant en avant les intérêts et les perspectives communes des marins de toutes origines, en fait des prolétaires de tous les pays, tout en

prenant en compte les rapports d'exploitation entre les métropoles et les colonies. Cette politique était dans le programme de l'Internationale communiste à ses débuts. Mais ce ne fut pas celle des militants et des partis qui sont intervenus lors de cette lutte, ni à Londres ni dans les autres ports de l'Empire.

La direction de l'Internationale communiste n'a pas aidé non plus les militants à évaluer la situation. La grève des marins, après l'avertissement du vendredi rouge et avant la grève générale de 1926, était un chapitre de la lutte de la classe ouvrière britannique pour ne pas faire les frais de la décadence de sa bourgeoisie. Cette situation, analysée par Trotsky dans la brochure déjà citée, parue avant la grève, ne pouvait, selon lui, se résoudre que par la lutte des travailleurs pour le pouvoir. Encore fallait-il les y préparer et les y conduire.

Or, en cet été 1925, l'Internationale communiste, sous l'autorité de Zinoviev alors allié de Staline, c'est-à-dire de la bureaucratie montante, prônait l'alliance et la bonne entente avec les directions syndicales britanniques, afin de lutter contre les dangers de guerre. « *Staline s'imaginait que les leaders des trade-unions étaient disposés à assurer un appui à la république des soviets contre l'impérialisme britannique et qu'ils en étaient capables* », écrivait Trotsky dans son autobiographie, publiée en 1929. Alors même que le TUC, lors de son congrès annuel en septembre, refusait de donner la parole aux délégués des marins en grève et ne faisait pas un geste pour soutenir le mouvement, ses émissaires étaient reçus en grande pompe en Union soviétique. Pour ne pas gêner cet accord entre bureaucrates, les militants communistes qui, pourtant, dirigeaient la grève dans de nombreux ports et sur trois continents, étaient laissés sans politique. Ainsi, l'hebdoma-

naire de l'Internationale communiste en langue anglaise, *Inprecor*, publia le 24 septembre 1925, sous la plume du dirigeant communiste Harry Pollitt, un compte rendu du congrès du TUC et une analyse de la situation du mouvement ouvrier britannique... sans un mot sur la grève<sup>8</sup>. Il fallut attendre le 29 octobre pour qu'*Inprecor* publie enfin un article titré « La grève non officielle des marins anglais », signalant qu'elle était terminée...

Les historiens Baruch Hirson et Lorraine Vivian, auteurs de l'unique brochure d'ensemble sur ce mouvement<sup>9</sup>, ont constaté que cette grève avait disparu de l'histoire. Il est bien sûr naturel que les historiens conservateurs ou simplement conformistes l'aient ignorée. Quant aux syndicats britanniques, ils racontent leur propre histoire en omettant ce peu glorieux épisode, de même que les universitaires sociaux-démocrates qui leur sont liés. Les staliniens, du temps où il existait des historiens de cette école particulière, l'ignoraient tout autant, ne retenant de l'époque que les « succès » de leur politique de rapprochement avec le TUC.

Cette grève a pourtant eu lieu et elle a démontré la possibilité d'une action spontanée de travailleurs qui, quoique séparés par des milliers de kilomètres, savent se dresser ensemble contre le patronat, l'État et la bureaucratie syndicale. Aujourd'hui, plus encore qu'il y a un siècle, pour le monde entier et plus seulement pour l'Empire britannique, la marine marchande est un élément essentiel de l'économie. Cela permet aux armateurs de rançonner la terre entière. Cela peut demain offrir une arme puissante aux travailleurs, par l'intermédiaire des millions de marins, fils et filles de tous les pays réunis dans la même exploitation.

18 août 2025

<sup>7</sup> « The Life and Time of Percy Laidler » sur [Solidarityforeverbook.com](http://Solidarityforeverbook.com)

<sup>8</sup> <https://www.marxists.org/history/international/comintern/inprecor/index.htm>

<sup>9</sup> Baruch Hirson et Lorraine Vivian, *Strike Across the Empire. The Seamen's Strike of 1925 in Britain, South Africa and Australasia*, Clio Publications, Londres, 1992.



## Les voies de la Chine sont impénétrables (3) La période de Mao Zedong

*Nous publions le troisième et dernier article sur l'histoire de la Chine. Nos lecteurs pourront retrouver les deux premiers volets dans les numéros 246 (mars 2025) et 247 (avril 2025).*

**La Chine actuelle, qui depuis plus de trente ans, surprend par sa croissance économique explosive et continue, semble n'avoir plus rien de commun avec celle des années 1949-1976 quand Mao était au pouvoir. Pourtant nombre de ses racines puisent toujours dans l'ère maoïste. En 1949, quand les armées de Mao s'emparèrent du pouvoir, elle était un pays dévasté, au bord de l'effondrement. Les splendeurs passées de la Chine avaient attisé les convoitises de tous : puissances étrangères, seigneurs de guerre, armées de Tchiang Kai-chek et brigands, et tous n'avaient attendu qu'un signal pour se jeter dessus.**

Les canonnières britanniques avaient détruit, un siècle auparavant, les canaux d'irrigation, les barrages sur les grands fleuves et toutes les infrastructures vitales pour l'agriculture. De nombreuses terres avaient été abandonnées, les paysans fuyant vers les villes pour n'y trouver que les bagnes industriels.

Il restait bien peu d'industries, à part en Mandchourie où elles dataient de l'occupation japonaise, et peu de voies de chemin de fer, à part celles que les armées, japonaise et du Kuomintang<sup>1</sup>, avaient plus ou moins entretenues pour le transport des troupes. Deux décennies de guerres avaient apporté bombardements et massacres... En faisant bombarder les digues du fleuve Jaune, pour provoquer une inondation qui arrête l'avance japonaise, Tchiang Kai-chek<sup>2</sup> avait noyé une région entière.

### LE PC ET LA RÉVOLTE PAYSANNE

La situation était tellement insoutenable pour la population que la retraite des armées japonaises, en 1945, opéra comme un déclencheur. Dans chaque village, les paysans pauvres réglèrent leurs comptes avec les usuriers, spéculateurs, grands propriétaires, seigneurs, que l'armée d'occupation japonaise ne protégeait plus. Ils osèrent, comme ils en rêvaient depuis des décennies, leur faire rendre gorge. Leur haine et leur rage n'avaient plus de limite.

De son côté, la direction du PC tentait de sceller une alliance avec le Kuomintang en se faisant reconnaître comme de bons nationalistes capables de gouverner avec lui. C'était sous-estimer la corruption de cette armée, considérée comme incapable même par ses soutiens, les bourgeois,

souvent aussi grands propriétaires et usuriers. L'inquiétude des dirigeants du PC grandissait car ils se trouvaient sous la pression de millions de paysans déchaînés. L'alliance avec le Kuomintang devenait contre nature et bien des cadres du PC faillirent y passer. Se couper des paysans était pour eux la défaite assurée.

À l'été 1946, le PC changea donc d'orientation et décida de prendre la tête de cette révolte. Les groupes de partisans, guérilleros chevronnés mais isolés, se transformèrent en une véritable armée. Ces ex-paysans sans terre, fugitifs, déclassés... devenaient des instructeurs et trouvaient dans cette tâche une mission à accomplir : chasser les Japonais et les pilleurs du Kuomintang. Cette politique a « redonné une âme et une foi à la troupe, formé des cadres d'une mentalité et d'un niveau primaire, mais énergiques, complètement désintéressés et

1 Parti nationaliste, fondé par Sun Yat-sen, en 1912, après la révolution de 1911 qui a mis fin à l'empire et instauré la république. Il dirigea la Chine jusqu'à la victoire militaire du PC en 1949.

2 Général, chef du Kuomintang, il écrase la révolution ouvrière à Shanghai, en 1927 puis, soutenu par les États-Unis, il dirige la Chine jusqu'à la victoire de Mao, en 1949.

HSU CHUNG-MAO



1948 : dans les campagnes, les soldats de l'armée du PC se montrent exemplaires à l'égard des villageois qui leur procurent eau et nourriture.

fanatiques de leur cause »<sup>3</sup>. L'armée du PC devint l'armée nationaliste par excellence, celle qui chasse l'envahisseur et tous ceux qui se sont commis avec lui.

### UNE ÉQUIPE DIRIGEANTE MARQUÉE PAR SON ÉPOQUE

Les dirigeants du PC avaient survécu aux persécutions du Kuomintang, à la suspicion des paysans et à leurs conflits internes ; ils avaient un passé en commun, reçu plus ou moins la même formation, partageaient une même façon de voir le monde et étaient convaincus que leur devoir était de consacrer leur vie à la transformation d'une Chine à la dérive. Opiniâtres et endurants, ils portaient la marque de toute une époque.

Ces dirigeants avaient été formés dans leur jeunesse dans une période où la société tout entière était confrontée à des bouleversements remettant tout en cause. Le développement de la bourgeoisie d'Europe et des États-Unis faisait exploser les vieux cadres du passé. L'assurance et l'agressivité de cette nouvelle classe sociale, forte de son succès, remettaient

inexorablement en question l'équilibre mondial. Après bien des rapines et des coups de force, les contradictions de son système avaient explosé au 20<sup>e</sup> siècle en deux guerres mondiales, comme l'humanité n'en avait encore jamais connu sous cette forme, et conduit à une révolution dirigée par une classe ouvrière jeune et qui s'y émancipait. Le vieux monde craquait aux coutures au point que le maillon le plus faible de cette Europe en guerre, la Russie, tout juste capitaliste mais à la société encore moyenâgeuse, voyait son régime tsariste renversé par une révolution menée par une avant-garde, la classe ouvrière consciente, dirigée par le parti communiste bolchevique.

Les jeunes Chinois partis étudier en France furent projetés, de leurs provinces où régnaient à la fois l'immobilisme ancestral et le chaos, dans le chaudron politique brûlant qu'était l'Europe de cette époque. Sans toujours percevoir toute la complexité de la situation dans laquelle ils se trouvaient, ils furent trempés dans ce monde, s'en imprégnèrent, et à l'école du mouvement ouvrier européen des années 1920, devinrent des militants comme seule cette période pouvait en former.

Ils retinrent des idées fortes du mouvement ouvrier : renverser les pouvoirs en place, féodaux et impérialistes étrangers et s'appuyer sur les masses dans ce but. Mais beaucoup oublièrent les autres principes du communisme, à savoir que le système capitaliste est fondé sur la propriété privée, y compris celle des forces productives (industries lourdes, transports, ouvrages d'art, etc.) utiles à la société et que le communisme, lui, est fondé à l'opposé, sur leur propriété collective. Ces deux systèmes ne peuvent coexister, et l'internationalisme, principe fondamental des idées communistes, est un postulat de base.

Mais en URSS, la lutte faisait rage au sein de la direction du jeune pouvoir soviétique et le camp stalinien qui allait l'emporter se mit à défendre l'idée que le socialisme était possible dans un seul pays. Cela allait convenir parfaitement à tous les petits-bourgeois des pays pauvres, qui rêvaient de devenir de grands bourgeois en exploitant leurs propres paysans, pauvres et analphabètes. Cette vision politique qui revient à accepter la domination de l'impérialisme convenait parfaitement aux dirigeants chinois, eux dont l'essentiel de la formation s'était fait contre les forces réactionnaires qui maintenaient les Chinois dans un univers moyenâgeux.

Il n'était plus utile d'être internationalistes, sauf en paroles, et ils pouvaient devenir des nationalistes conséquents, oubliant ainsi que seule la classe ouvrière, celle qui travaille dans les entreprises, les bureaux et les banques, en particulier dans les bastions de la bourgeoisie en Europe et en Amérique, peut non seulement la renverser mais la remplacer et que cela suppose une révolution à l'échelle mondiale.

Zhou Enlai, un des dirigeants communistes les plus influents, accompagna Mao presque toute sa vie. Né dans une famille de lettrés, il milita dans le Mouvement du 4 mai<sup>4</sup>, ce qui lui valut

<sup>3</sup> Jacques Guillermez, *Histoire du parti communiste chinois*, tome 2 : de Yen-an à la conquête du pouvoir, Payot, p. 338.

<sup>4</sup> Manifestation à Pékin, en 1919 contre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale qui, par le traité de Versailles, attribuèrent au Japon un territoire chinois, auparavant colonie allemande, plutôt que de le rendre à la Chine, pourtant leur alliée.

la prison. En France, il fonda la branche européenne du PC en 1922. Puis, à 26 ans, il devint un responsable de l'académie militaire de Whampoa.<sup>5</sup>

Lin Biao, issu de la petite bourgeoisie rurale, devint communiste à 18 ans, milita dans le mouvement étudiant puis entra à l'académie militaire en 1925. Après la Longue Marche<sup>6</sup>, il devint un commandant renommé après avoir repris la Mandchourie à l'armée japonaise. Les mêmes et d'autres partirent aussi se former en URSS, comme Liu Shaoqui, qui à son retour, organisa les cheminots de Shanghai durant la montée révolutionnaire de 1925-1927. À peine nés politiquement, ils se retrouvèrent à la tête de la révolution de 1927. Encore plus soudainement, ils tombèrent sous les coups de la répression et, désorganisés, ils fuirent des villes. Ils cherchèrent en tâtonnant une voie pour continuer. En petits groupes armés, ils se cachèrent dans les campagnes et glissèrent vers les actions de guérilla. S'ouvrit alors une longue période de fuite en avant à chercher empiriquement des solutions pour se faire accepter des paysans, s'approvisionner, et s'établir là où ils le pouvaient.

### L'ENTRÉE DANS LES VILLES ET LA PÉRIODE DÉMOCRATIQUE : ÉTABLIR ET STABILISER LE POUVOIR

Quand les troupes du PC entrèrent dans les villes en 1949, craignant d'effrayer la bourgeoisie en soutenant la classe ouvrière, Mao fit tout pour que rien ne change et avertit : « *Ne lancez pas à la légère les mots d'ordre pour l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail.* » « *Ne vous hâtez pas d'organiser la population urbaine dans la lutte pour des réformes démocratiques et pour l'amélioration des conditions de vie.* »<sup>7</sup>



Le 5 août 1949, entrée de l'armée populaire à Changsha, capitale de la province du Hunan.

Quand des usines se mirent en grève, comme à Shanghai, le même Mao déclara que : « *Toute grève perlée et tout sabotage seront punis.* »<sup>8</sup> Les fonctionnaires du Kuomintang, ses officiers passés à l'armée rouge et les patrons restèrent en place et dans les réunions, les communistes se retrouvèrent à côté de leurs bourreaux de 1927. Si le PC était implanté dans les régions reculées du nord, il ne l'était pas dans le sud, plus riche et plus développé, ni le long des côtes, où se situaient les grandes villes, Canton et Shanghai. C'était peu à l'échelle de la Chine et l'équilibre du pouvoir était précaire.

### LA GUERRE DE CORÉE (1950-1953)

Le pouvoir du PC était d'autant plus précaire que dès 1950, les États-Unis se lancèrent dans la guerre de Corée pour rappeler à l'ordre les pays d'Asie voulant s'échapper de leur zone d'influence au profit de l'URSS. Le PC chinois décida de s'impliquer dans la guerre, malgré son infériorité technique, profitant

d'un élan de patriotisme dans la population ou le suscitant. Il multiplia les campagnes : Soutenir les Lions de l'avant et Résister à l'Amérique et des caricatures de l'Oncle Sam étaient promenées dans les villages.

L'armée chinoise restait largement sous-équipée face à l'armée américaine. Pourtant, elle la repoussa en quelques mois. Le conflit se solda par un retour aux frontières précédentes, coupant en deux la Corée. Ce n'était pas une victoire, mais c'était une revanche après un siècle de déshonneur, un exploit contre une armée impérialiste.

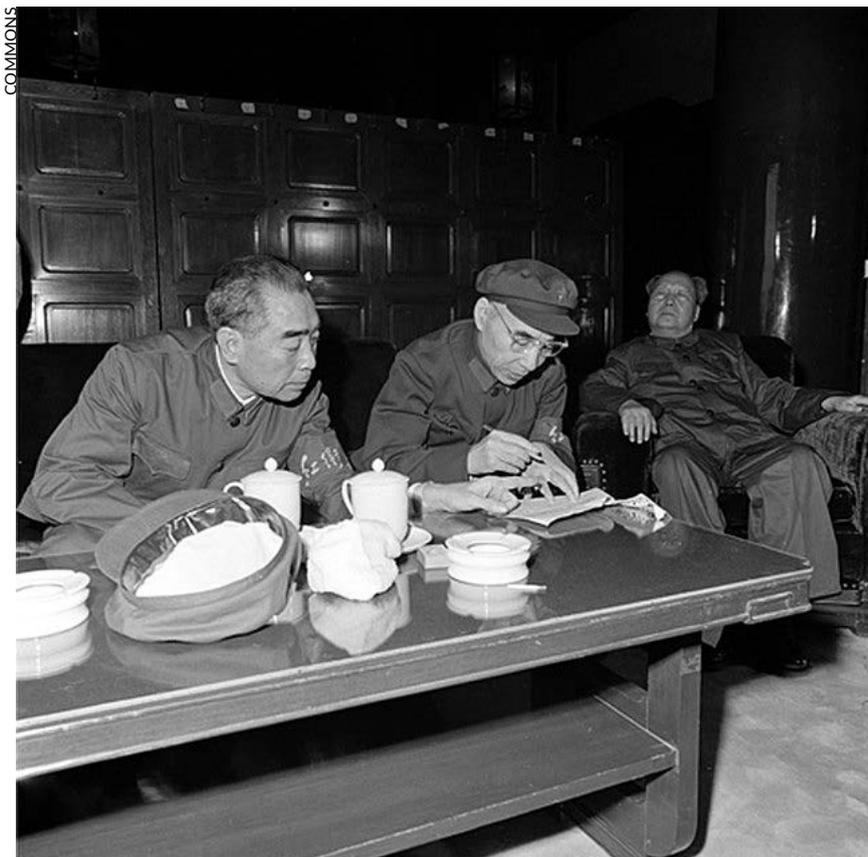
Fort du soutien de la population, le PC put éliminer les membres restants du Kuomintang et même épurer l'administration et le parti. Ce fut la « campagne des Trois Anti », visant les détournements de fonds, le gaspillage et le bureaucratisme. Le succès relatif en Corée attira des millions de jeunes parmi la petite bourgeoisie surtout urbaine. Il renforça l'appareil à l'échelle du pays et sa colonne vertébrale : l'armée. Et une fois le pouvoir stabilisé, la direction s'attaqua à l'économie.

<sup>5</sup> Créée en 1924, près de Canton, grâce à l'URSS et sur le modèle de celle fondée par Trotsky, dirigée par Tchiang Kai-chek et Zhou Enlai, elle fut une pépinière de cadres militaires nationalistes et communistes.

<sup>6</sup> Retraite de l'armée de Mao en 1934-1935, devant les troupes du Kuomintang, du sud au nord du pays, sur 12 000 km. Elle fit environ 100 000 victimes. C'est durant cette période que Mao réussit à asseoir son pouvoir sur le parti.

<sup>7</sup> Mao Zedong, « Télégramme au commandant du front de Louoyang après la reprise de la ville », 8 avril 1948, *Œuvres choisies*, tome 4, ELE, p. 260.

<sup>8</sup> Mao Zedong et Zhu De, « Proclamation de l'APL (Armée Populaire de Libération) de Chine », 25 avril 1949, *Œuvres choisies*, tome 4, ELE, p. 415-416.



Quelques-uns des dirigeants chinois : à gauche, Zhou Enlai ; au centre, Lin Biao ; au fond, Mao dans un fauteuil. En septembre 1966, dans la tour de la porte Tiananmen, à Pékin.

## RATTRAPER LE RETARD ÉCONOMIQUE

La Russie soviétique avait mis des années à tenter de surmonter son retard, son industrie balbutiante étant bien incapable d'apporter à la paysannerie ce dont elle avait besoin. En Chine, sans accumulation de richesses préalable, ce que Marx a appelé l'accumulation primitive et sans l'aide des pays avancés qui, hostiles, pratiquaient le blocus économique, la principale force capable de produire des richesses était la paysannerie. Mais elle était si nombreuse et si peu productive qu'il était impossible d'en dégager un surplus de richesse permettant de servir de base à une industrie. Devant ce dilemme, véritable obsession pour les dirigeants du parti, leurs seuls moyens réels étaient leurs cadres et l'armée elle-même, face à une masse de plusieurs centaines de millions de paysans affamés. La mise au pas de la population allait se faire de façon incessante, en commençant par les cadres du parti, par le biais

d'épurations et de purges régulières pour les discipliner et les faire plier afin qu'ils encadrent les grandes campagnes lancées par la direction.

En apparence, ces campagnes mettaient tout le monde en mouvement mais beaucoup les évitaient. Il revenait aux cadres de transmettre le feu sacré, sans parler de ceux qui profitaient de cette agitation pour servir leurs intérêts ou pour abuser du pouvoir. Mais ces campagnes permettaient de faire marcher la population d'un même pas, même s'il était trop lent.

Le PC disposait de tous les leviers d'un État ; il imposa des salaires bas, les paysans furent obligés de vendre leur production à l'État... Tous les surplus produits par la paysannerie furent drainés vers l'industrie sans que jamais la population en bénéficie.

Le 1<sup>er</sup> plan quinquennal, de 1953 à 1957, fut une première grande campagne, menée avec l'aide de l'URSS qui le finança en partie et sur le modèle de ce qu'avait fait ce grand voisin qui semblait avoir réussi. Les

dirigeants chinois marchèrent vers l'industrialisation tambour battant, prévoyant 146 projets de grande envergure, surtout dans l'industrie lourde. Pour les financer, les terres agricoles devaient être modernisées, mais leur productivité ne réussit pas à décoller. Les nouvelles usines manquaient d'ingénieurs et de techniciens qualifiés que ceux venus de Russie ne compensaient pas. Nombre de projets furent abandonnés. Cette campagne « à la russe » apparut comme un demi-échec au point que le PC annonça rapidement une nouvelle, mais « à la chinoise » cette fois, et qui proposait au pays de « marcher sur ses deux jambes », l'agriculture et l'industrie.

## DU GRAND BOND EN AVANT (1958-1961) À LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Au nom de cette deuxième campagne du Grand bond en avant, la centralisation fut allégée. Chaque région devait être plus autonome. Les cadres devaient augmenter, coûte que coûte, les rendements industriels et agricoles. Les paysans regroupés en Communes populaires de 20 000 à 40 000 personnes, furent organisés en brigades militarisées, envoyées aux champs, dans les usines et à des grands travaux. Mais le développement d'une industrie locale se révéla vite un fiasco, comme les hauts-fourneaux dans les villages, où les paysans devaient faire fondre jusqu'à leurs couverts pour n'obtenir finalement que de la fonte de mauvaise qualité. Dans ce chaos, les paysans devaient, de plus, céder une large partie de leur récolte à l'État ; ce fut bientôt la catastrophe et la famine. Mais le pouvoir continua d'exporter des céréales pour pouvoir investir ensuite dans l'industrie.

D'une certaine façon, ce coup de force contre la population rapporta, malgré tout, quelques résultats : assainissement des marais, défrichements, construction de digues et la part de richesse transférée de l'agriculture vers l'industrie passa de moins de 10 % à plus de 20 %. Ce fut au prix d'un nombre incalculable



Approvisionnement d'une aciérie à Anyang, dans le Henan, en 1957.

de victimes dont près de 30 millions dues à la famine. Cet épisode allait rester un véritable traumatisme pour l'ensemble de la société chinoise.

C'est consciente du mécontentement qui agitait en partie la population urbaine, dont les cadres du parti et les travailleurs, que la direction du PC s'engagea dans une nouvelle campagne, cette fois en faisant appel à la jeunesse petite-bourgeoise. En 1966, puis pendant environ deux ans, des millions d'étudiants et de collégiens, les Gardes rouges, furent fanatisés et lancés contre des cadres et des intellectuels, accusés d'être des contre-révolutionnaires. Il fallait sans doute que les dirigeants du PC ressentent un danger bien réel. Après la famine durant le Grand bond en avant, considérée comme un échec de Mao lui-même, il fallait faire accepter à la population de continuer à vivre comme dans

un camp retranché, dans l'austérité la plus totale.

Les Gardes rouges furent chauffés à blanc, entre autres par la manifestation, à Pékin, d'environ un million de jeunes, amenés en train de toute la Chine, à l'été 1966. Ils eurent carte blanche, seules les casernes et les usines leur étant interdites. Détruisant tout ce qui était culturel, ils s'attaquaient aux intellectuels et aux cadres, saccageaient leurs maisons, les battaient. Les organismes du parti et les administrations elles-mêmes furent ravagés, les cadres soumis aux « séances de lutte », autrement dit d'humiliations et de tortures.

Derrière cette folie destructrice et barbare, le pouvoir était bien là : l'armée, une fois de plus aux commandes, les encadrait, la police fournissait les adresses, les trains étaient gratuits... Les travailleurs, instinctivement, étaient hostiles aux Gardes

rouges, surtout quand ils s'entendaient dire : « *Maintenant que nous nous sommes emparés du pouvoir, nous ne pouvons plus tolérer la fainéantise.* »<sup>9</sup> Aussi, pour prendre les devants, Mao lança un appel aux travailleurs de Shanghai pour qu'ils interviennent. Mal lui en prit car si, officiellement, ils reprirent les slogans de la Révolution culturelle, ils y mirent leur propre contenu : la haine des cadres du parti et du syndicat de leur usine, et se mirent en grève pour des augmentations de salaire.

À l'hiver 1966, Shanghai fut alors paralysée par une grève de deux mois. D'autres grèves suivirent dans toutes les régions industrielles. Des affrontements sanglants eurent lieu entre les Gardes rouges et les ouvriers, parfois soutenus par la population. Alors, le pouvoir fit intervenir l'armée : couvre-feu, blindés dans les rues, artillerie lourde et même bombes au napalm. Devenus inutiles, vingt millions de Gardes rouges furent envoyés de force à la campagne, tandis que les administrations qui avaient été démantelées et les cadres qui avaient été purgés mais encore vivants furent remis en place. Cette campagne avait visé en premier le parti comme jamais il ne l'avait été. Toute opposition était éliminée, la population citadine et en particulier les travailleurs étaient muselés.

#### LA MORT DU « GRAND TIMONIER » (1976)

En 1972, les États-Unis, enlisés dans la guerre du Vietnam, changèrent d'orientation en Asie et renouèrent avec la Chine, une décision qui allait changer en profondeur la situation. D'autant plus que la période était marquée par la succession de Mao. Plus sa fin approchait, plus la lutte entre les candidats à sa succession devenait féroce. Deng Xiaoping gagna la course<sup>10</sup>. Un mois seulement après la mort

<sup>9</sup> Ken Ling, *The revenge of Heaven. Journal of a young Chinese*, traduit par Miriam London et Ta-Ling Lee, New York, Ballantine Books, 1975, p. 165-171. Traduction française : *La vengeance du ciel*, Robert Laffont, 1981.

<sup>10</sup> D'origine paysanne, recruté par Zhou Enlai, en 1923, à Paris, où il milita, puis il séjourna en URSS. Il participa à la Longue Marche et fut un dirigeant militaire. Après 1949, il devint secrétaire général du PC. Critique du Grand Bond, il fut violemment attaqué pendant la Révolution culturelle et exclu. Mais il parvint à se faire réintégrer, à regravir les échelons et même finir vice-Premier ministre en 1973.

de Mao, fort de son poids dans le parti et l'armée, il fit arrêter ceux qui étaient à la tête de la faction maoïste. Appelés la Bande des quatre, ils furent accusés des excès de la Révolution culturelle, et la veuve de Mao fut condamnée à mort. Ce procès sonna comme la fin officielle du maoïsme, permettant à Deng Xiaoping de s'installer au pouvoir.

\* \* \*

Le développement spectaculaire de l'économie chinoise, depuis la mort de Mao, il y a près de cinquante ans, conforte les dirigeants un peu radicaux de nations qui tentent de se libérer de la pression économique et politique de l'impérialisme. La Chine est pour eux un exemple, celle qui a réussi en s'appuyant sur sa paysannerie pauvre et sa classe ouvrière, au fur et à mesure que celle-ci se développait. C'est en exploitant ces masses de façon inexorable, que le PC au pouvoir a réussi à développer une industrie performante qui permet à la Chine d'être considérée aujourd'hui comme l'atelier du monde. Dans sa compétition dans le monde impérialiste, la Chine

assume la production de base des produits industriels les plus communs. Et si son industrie n'en est pas encore à concurrencer tout à fait les industries de pointe, chères au monde impérialiste, elle n'a de cesse d'y parvenir.

Un certain nombre d'autres dirigeants de pays pauvres ont essayé sa recette, Vietnam, Corée du Nord... mais bien plus nombreux encore sont ceux qui l'ont abandonnée, à Cuba ou en Afrique. Ces pays dont la révolution était moins profonde et qui ont abandonné la voie de la transformation sociale et économique, en acceptant les diktats de l'impérialisme, avaient bien moins de raisons que la direction chinoise. Car celle-ci avait la particularité d'avoir plongé ses racines dans le chaudron de la révolution bolchevique. C'est elle, cette direction jacobine, radicale, maquillée en communiste, forte d'un soulèvement paysan dont elle a pris la tête, qui s'est maintenue malgré les conflits internes, peut-être à cause de sa formation commune. Mais elle a également profité d'un grand pays avec une population très nombreuse, de richesses naturelles

importantes, de l'absence d'ennemis aux frontières, et surtout d'une très longue pratique de l'étatisme qui s'est prolongée de l'Empire à la dictature de Mao. C'est tout cela qui s'est conjugué pour donner la Chine d'aujourd'hui. On peut laisser les admirateurs de la Chine voir là une sorte de miracle, voire de modèle à opposer à la situation de l'écrasante majorité des autres pays. Pour notre part, nous ne voyons aucun miracle à la surexploitation d'une population, grâce à un appareil d'État tentaculaire et à des mesures à peu de frais (santé, nourriture bon marché et autres...). En revanche, ce que nous voyons dans la Chine, c'est qu'elle abrite la majorité du prolétariat mondial sous une forme très concentrée. Et c'est dans cette réalité que se trouve un avenir pour sa population, pour l'humanité, bien plus que dans la course effrénée et sans fin pour égaler les grandes puissances, une course qui ne ferait qu'ajouter un concurrent dans la mêlée à laquelle se livrent les puissances impérialistes aujourd'hui.

22 octobre 2025

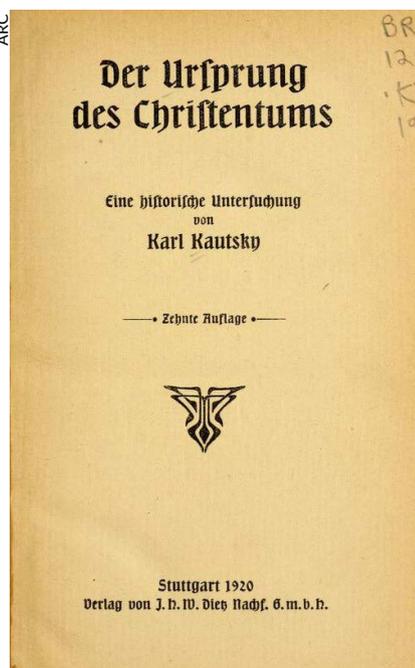
**Annexe : voici ce que nous écrivions dans la *Lutte de Classe* n° 76, publiée le 8 octobre 1963 :**

### **“Il y a quatorze ans, la Chine**

*[...] La vieille Chine était morte, et bien morte. Mais le Parti communiste chinois n'était pas un parti révolutionnaire prolétarien. [...] Le problème qu'il se posait, une fois au pouvoir, ne fut pas celui de l'extension de la révolution, mais celui de faire échapper l'économie nationale de la Chine à l'exploitation de l'impérialisme mondial afin de permettre à la bourgeoisie de survivre. Ce n'était ni la tradition de Marx, ni celle de Lénine, c'était en fait la continuation du rêve de Sun Yat-sen.*

*Mais les conditions de vie des masses avaient considérablement changé. Elles avaient gagné la terre, le nouveau gouvernement avait supprimé la corruption et le gaspillage éhonté qui régnait sous Chang.*

*En octobre 1949, un quart de l'humanité échappait à l'emprise de l'impérialisme. Pourtant le nouveau régime ne consacrait pas la libération définitive de ces 600 millions d'hommes. Sous le signe de la “démocratie nouvelle”, il les attelait à une tâche de construction économique dont allaient surtout profiter les couches dirigeantes, la bourgeoisie nationale. Mais quoi qu'il en soit, cette date marque tout de même la plus grande défaite de l'impérialisme depuis Octobre 1917, et dans les usines et les chantiers de la Chine nouvelle, croît et mûrit un nouveau prolétariat. »*



Une des éditions allemandes.

*L'origine du christianisme* a été publié en 1908 par l'un des principaux dirigeants de la social-démocratie allemande, Karl Kautsky. Le choix de ce sujet peut paraître éloigné de la vie et des luttes du prolétariat. Mais comme l'explique l'auteur dans un avant-propos, étudier ce phénomène historique avec la méthode matérialiste permet de répondre à l'idée que les premiers chrétiens étaient des communistes et aux parallèles qui étaient souvent faits, à son époque, entre la lutte des premiers disciples de Jésus et celle des prolétaires modernes. Il est vrai qu'Engels, dans son introduction à la réédition des *Luttes de classes en France* de Marx en 1895, avait fait une comparaison entre les progrès de la social-démocratie et le succès fulgurant du christianisme à la fin de l'Antiquité. Mais le livre de Kautsky montre qu'il s'agissait, de sa part, d'un « rapprochement plein d'humour » permettant de « souligner l'avancée imparable et rapide » du mouvement socialiste prolétarien, tout en sachant que les aspirations égalitaires et anticonformistes des premiers chrétiens n'avaient rien à voir avec le communisme du prolétariat moderne.

Kautsky s'adresse aux militants de la social-démocratie et non aux spécialistes du christianisme ; le livre est accessible à tous ceux qui veulent découvrir

## Karl Kautsky L'origine du christianisme

1<sup>re</sup> édition (1908). Syllepse, 2024.

cette période ancienne sous la plume d'un marxiste. Pour comprendre les débuts du christianisme, il faut étudier la société qui a produit cette nouvelle religion. Kautsky consacre donc la moitié de son livre à la société romaine entre le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> siècle de notre ère, et en décrit les rapports de classe. La société romaine était fondée sur l'esclavage et dominée par de grands propriétaires terriens, l'essentiel de l'activité productive y étant l'agriculture. Il existait également une activité commerciale et financière dans les villes et un prolétariat urbain vivant pour partie de l'artisanat, et pour partie de distributions de nourriture financées par l'État. Mais celui-ci était extrêmement minoritaire dans une période où, globalement, les forces productives stagnaient et où la richesse de l'État venait avant tout du pillage des provinces.

Cette analyse des forces productives et des classes sociales permet de comprendre les idées qui circulaient alors. Le développement du christianisme est un produit de l'évolution de la société romaine et de ses contradictions. D'un côté, l'unification économique et politique du bassin méditerranéen sous la domination de Rome favorisait l'idée d'un dieu universel, à l'opposé des religions antiques traditionnelles où chaque communauté avait ses propres dieux. Le despotisme de l'empereur, honoré comme un dieu, allait dans le même sens en suggérant qu'une divinité unique régnait sur le monde. D'un autre côté, toute contestation de l'ordre social s'exprimait logiquement sur le plan religieux. La violence de

l'occupation romaine en Judée entraînait des schismes parmi les Juifs, entre ceux qui appelaient à résister par les armes et ceux qui se soumettaient ou qui se retiraient dans le désert. L'époque de Jésus vit donc, dans cette région, l'apparition de nombreuses sectes ; mais la particularité des fondateurs du christianisme fut de s'adresser à tous les habitants de l'Empire, et non aux seuls Juifs. Et partout, les souffrances des esclaves et du petit peuple des villes firent le succès des prédicateurs qui proposaient de rejoindre une communauté chrétienne au fonctionnement égalitaire.

Le communisme des premiers chrétiens n'a pas été le point d'appui de luttes contre les injustices de la société de leur temps. Au contraire même, en promettant l'égalité entre tous dans le royaume de dieu, les fondateurs du christianisme prêchaient en fait la patience face aux injustices du monde réel. De riches aristocrates romains pouvaient devenir chrétiens et pratiquer la charité sans remettre en cause la domination de leur classe. Et lorsqu'au début du 4<sup>e</sup> siècle l'empereur Constantin se vanta d'être protégé par le Christ et de lui devoir ses succès militaires, puis se convertit au christianisme, l'Église chrétienne devint une Église officielle. Elle défendit l'ordre social, la domination des grands propriétaires terriens et la soumission des pauvres et des esclaves : « *Le christianisme n'a triomphé qu'après être devenu l'exact contraire de ce qu'il était à l'origine ; dans le christianisme, ce n'est pas le prolétariat qui a remporté la victoire, mais le*

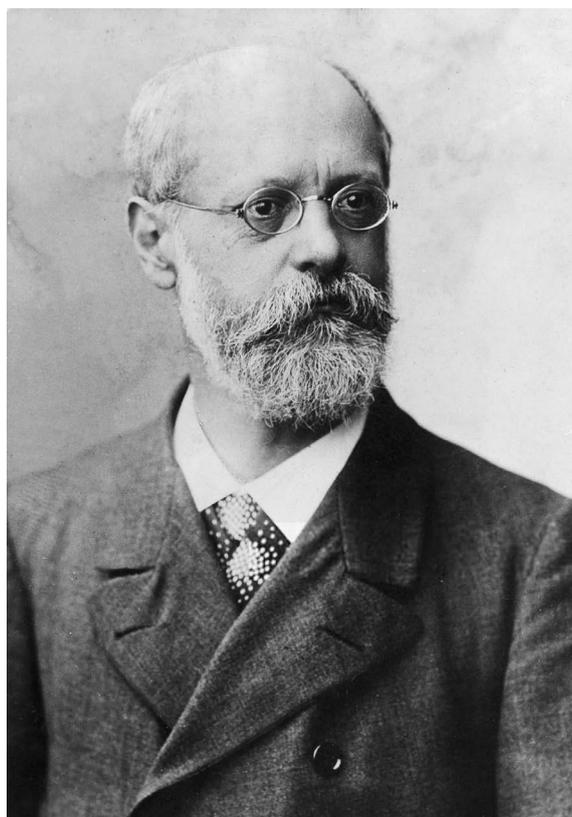
*clergé qui l'a exploité et dominé; le christianisme n'a pas vaincu comme force subversive, mais comme force conservatrice* », écrit Kautsky (p. 475).

Théoricien reconnu du marxisme à l'époque, Kautsky allait, après 1914, en oublier le caractère révolutionnaire au point que Lénine le qualifie de « renégat ». Mais dans *L'origine du christianisme*, il montre la différence fondamentale entre le communisme des premiers

groupes de chrétiens et celui des prolétaires modernes, en concluant : « *Le communisme chrétien primitif était un communisme de la répartition des richesses et de l'uniformisation de la consommation, le communisme moderne est un communisme de la concentration des richesses et de la production.* » Pour le prolétariat, le communisme n'est pas une utopie permettant à des groupes d'opprimés de s'entraider en espérant

un monde meilleur, mais un programme de lutte pouvant, comme le dit la dernière phrase du livre, « *mettre fin pour toujours à la domination de classe* ». Faire l'histoire de la société romaine et de l'émergence d'une nouvelle religion est pour le Kautsky de l'époque l'occasion de défendre les perspectives socialistes et révolutionnaires du prolétariat moderne.

16 octobre 2025



**Karl Kautsky en 1904.**

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT).

#### Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 - 3 €

#### De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 - 3 €

#### Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1<sup>er</sup> février 2025 - 3 €

#### Le système de santé, malade de la financiarisation

n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

#### L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs

n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime  
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail  
Accidents, décès, maladies professionnelles  
Édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)

#### Agenda:

la prochaine fête de Lutte ouvrière, à Presles (Val-d'Oise), aura lieu les 23, 24 et 25 mai 2026



### Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique

Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €



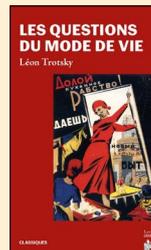
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com)

### Nouveautés

#### Les Questions du mode de vie Léon Trotsky

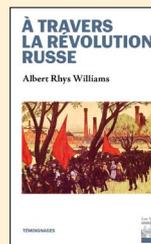
Collection Classiques - 13 €



#### À travers la Révolution russe

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages - 16 €



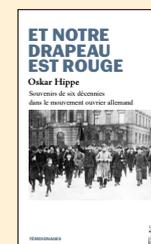
#### Les Origines de l'internationalisme ouvrier De la Ligue des communistes à la Première Internationale Christian Gasquet

Collection Éclairage - 8,20 €



#### Et notre drapeau est rouge Oskar Hippe

Collection Témoignages - 22 €



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
Lutte ouvrière - PAT  
BP 20029 - 93501 Pantin Cedex  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
[boletinvozobrera@yahoo.es](mailto:boletinvozobrera@yahoo.es)  
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 - USA  
<http://www.the-spark.net>



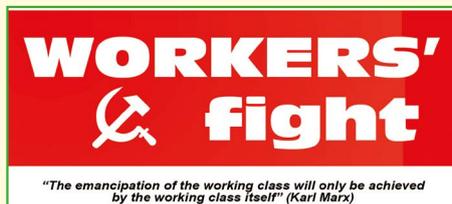
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 - USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France - DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>